



RÉUNION DES
ÉTATS PARTIES

Distr.
GÉNÉRALE

SPLOS/33
15 mars 1999
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

RÉUNION DES ÉTATS PARTIES
Neuvième réunion
New York, 19-28 mai 1999

ÉLECTIONS AU TRIBUNAL INTERNATIONAL DU DROIT DE LA MER :
NOTICES BIOGRAPHIQUES DES CANDIDATS PROPOSÉS PAR LES
ÉTATS PARTIES

Note du Greffier

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	2
II. NOTICES BIOGRAPHIQUES	3
AKL, Joseph	3
BAMELA ENGO, Paul	5
CHANDRASEKHARA RAO, P.	8
DJALAL, Hasjim	12
ILEŠIČ, Marco	17
JESUS, José Luis	20
KOLODRIN, Anatoly Lazarevic	24
MAROTTA RANGEL, Vicente	31
WARIOBA, Joseph Sinde	40
WOLFRUM, Rüdiger	43

I. INTRODUCTION

Ci-après figurent les notices biographiques des candidats aux sept sièges du Tribunal international du droit de la mer qui doivent être pourvus par élection au cours de la neuvième réunion des États parties (une liste nominative des candidats a déjà été publiée sous la cote SPLOS/32).

II. NOTICES BIOGRAPHIQUES

AKL, Joseph

(Liban)

Date et lieu de naissance : 5 août 1936 à Damour (Liban)

Langues : allemand, anglais, arabe, espagnol et français

Formation et expérience professionnelle :

- | | |
|-----------------|---|
| 1952-1956 | Études de psychopédagogie à l'École normale de Beyrouth et à Aix-en-Provence (France). |
| 1961 | Licence de droit public obtenue à la faculté de droit de l'Université Saint-Joseph, à Beyrouth. |
| 1962 | Diplôme d'études supérieures, doctorat en droit public, faculté de droit de l'Université de Paris. |
| 1956-1963 | Enseignant au Ministère de l'éducation nationale. |
| 1963-1973 | Maître de conférences en droit public, faculté de droit de l'Université Saint-Joseph à Beyrouth. |
| 1963-1966 | Chef de service au Département des affaires administratives et consulaires, Ministère des affaires étrangères. |
| 1966-1972 | Directeur adjoint du Département des organisations internationales, des conférences et des traités. |
| 1973-1978 | Premier Conseiller à l'ambassade du Liban à Washington. |
| 1978-1983 | Conseiller juridique auprès du Ministère des affaires étrangères et Directeur du Centre de recherche et de documentation. |
| 25 janvier 1980 | Collation du titre d'ambassadeur. |
| 1983-1990 | Ambassadeur du Liban en République démocratique allemande. |
| 1991-1994 | Ambassadeur du Liban en Colombie. |
| 1994-1996 | Conseiller juridique au Ministère des affaires étrangères et Directeur du Centre de recherche et de documentation. |

Membre de la délégation libanaise aux vingt-troisième, vingt-sixième, vingt-septième, vingt-huitième, vingt-neuvième, trente-troisième, trente-quatrième, trente-cinquième, trente-septième, quarante-neuvième et cinquantième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies et représentant

/...

du Liban à la Sixième Commission (juridique) et à la Commission politique spéciale.

Membre de la délégation libanaise à la deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (New Delhi, 1968), à la Réunion ministérielle du Groupe des 77 tenue à Lima (Pérou) en 1971 et à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement (Stockholm, 1972).

Membre de la délégation libanaise à plusieurs sessions du Conseil de la Ligue des États arabes (1981, 1982, 1995, 1996).

Membre de la délégation libanaise au 12e Sommet des rois et chefs d'État des États arabes (Fez, 1982) et aux deux conférences préparatoires des ministres des affaires étrangères (Fez, 1981, et Mohammadiyah, 1982).

Membre de la délégation libanaise à la Conférence des ministres des affaires étrangères de l'Organisation de la Conférence islamique (Niamey, 1982).

Membre de la délégation libanaise au Sommet des États non alignés (Cartagena de Indias (Colombie), 1995).

Élu membre de la Commission du droit international de la Ligue des États arabes le 24 mars 1979 et réélu en mars 1982. Élu Président de la Commission pour 1983.

Chef de la délégation libanaise

- À la Conférence diplomatique pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile (Montréal, 1971).
- À la vingtième session du Comité juridique de l'OACI (Montréal, 1973).
- À la Conférence diplomatique sur la succession d'États en matière de traités (Vienne, 1978).
- À la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer à ses huitième, neuvième, dixième et onzième sessions (New York et Genève, 1979 à 1982).
- À la deuxième session de l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins (Kingston, 1996).

Élu membre du Tribunal international du droit de la mer le 1er août 1996.

Élu Président de la Chambre pour le règlement des différends relatifs aux fonds marins le 27 février 1997.

BAMELA ENGO, Paul

(Cameroun)

Juge, Tribunal international du droit de la mer, Hambourg.

Ministre plénipotentiaire, hors classe; ancien ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentant permanent du Cameroun auprès de l'Organisation des Nations Unies (1984-1990 et 1996-1997).

Élu juge pour le Tribunal international du droit de la mer en 1996.

Fondé de pouvoir et conseiller juridique pour le Cameroun dans l'affaire République du Cameroun c. Royaume-Uni à la Cour internationale de Justice (1963).

Conseil principal pour le Cameroun dans l'affaire République du Cameroun c. Nigeria à la Cour internationale de Justice (1996-1997).

Distinctions

Chevalier de l'Ordre de la valeur camerounaise (1967); Officier de l'Ordre de la valeur (1970) et Commandeur de l'Ordre de la valeur (1980).

Vie professionnelle

Membre du barreau anglais (Middle Temple Inn, Londres) depuis 1959; membre des barreaux nigérian et camerounais depuis 1960.

Membre du parquet, tribunaux de la circonscription de Lagos (Nigeria) et des Southern Cameroons (ancien Cameroun britannique) (1959-1961); magistrat, Southern Cameroons (1961-1963); membre de la Commission judiciaire fédérale du Cameroun (1961-1964); conseiller juridique auprès de la délégation camerounaise à la deuxième Conférence des chefs d'État africains au Caire (1964).

Ministre conseiller à l'ambassade du Cameroun à Bonn (République fédérale allemande) (1964) et à Washington (1965-1968); ministre conseiller à la Mission permanente du Cameroun auprès de l'Organisation des Nations Unies (1968-1973); conseiller technique auprès du Ministère des affaires étrangères à Yaoundé (1973-1982).

Nations Unies

Représentant du Cameroun à la Sixième Commission (juridique) de l'Assemblée générale de ses vingtième à vingt-septième sessions et aux sessions de l'Assemblée générale tenues entre 1984 et 1990; Président du Comité de rédaction du Comité spécial sur les principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États (1966 et 1968); Vice-Président de la Sixième Commission (juridique) de l'Organisation des Nations Unies (1969); Président de la Sixième Commission, le plus jeune de l'histoire des Nations Unies (1970); Président du Premier Sous-Comité du Comité des Nations Unies sur les utilisations pacifiques du fond des mers et des océans

/...

au-delà des limites de la juridiction nationale (1971); Président du Premier Sous-Comité du Comité préparatoire des Nations Unies pour la Conférence des plénipotentiaires sur le droit de la mer (1972-1973); Représentant spécial du Président camerounais à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1973-1987); Président de la Première Commission de la Conférence de plénipotentiaires sur le droit de la mer; la Commission était chargée de négocier la partie relative à l'exploitation des océans (partie XI) de la nouvelle Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (1973-1982); Président de la Commission présidentielle sur le droit de la mer (1984).

Nommé Ambassadeur du Cameroun, Représentant permanent du Cameroun auprès de l'Organisation des Nations Unies (1984-1990, puis 1996); Président du Comité permanent III du Conseil des Nations Unies pour la Namibie (1984); Président du Groupe africain qui a négocié la Déclaration de l'Assemblée générale sur la situation économique critique en Afrique (1984-1985).

Rapporteur général et chef de la délégation camerounaise à la Conférence ministérielle de l'OUA, à Lomé, qui a élaboré la Déclaration sur la sécurité, le désarmement et le développement (1985); chef de la délégation camerounaise au Comité préparatoire de la Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement (1985); Vice-Président de la Commission des droits de l'homme de l'ONU (1985); Vice-Président de la Commission du désarmement de l'ONU (1985); Président du Groupe de travail III chargé d'étudier le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement (1985); chef de la première mission de sensibilisation du Conseil des Nations Unies pour la Namibie en Asie (Singapour) (1986); chef de la délégation camerounaise au Comité préparatoire de la Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement (1986); Vice-Président de la troisième Conférence pour les annonces de contributions à la Campagne mondiale pour le désarmement; Vice-Président de la Commission du désarmement de l'ONU; Président du Groupe de travail III (1987-1988).

Vice-Président de l'Assemblée générale des Nations Unies à sa quarante-deuxième session; Vice-Président du Bureau du Conseil d'administration de l'UNICEF.

Autres activités

Gouverneur (pour la région Afrique), Conseil international du droit de l'environnement (CIDE), jusqu'à son élection au Tribunal international du droit de la mer.

Chargé de cours à l'Institut camerounais des relations internationales de Yaoundé (1973-1979); cours sur le développement des idées politiques africaines; le panafricanisme et le système politique africain, le droit de la mer, etc. Chargé de cours sur le common law à l'École nationale d'administration et de la magistrature (ENAM) de Yaoundé.

Cours dans diverses universités et institutions d'enseignement supérieur.

Publications

"Aspects of Law Reform in Cameroon"; "Habeas Corpus: An Aspect of Individual Liberty"; "The Doctrine of Punishment"; "Africa's Contribution to Development of International Law: Africa and International Organizations"; "Démocratie africaine : otage du tribalisme?"; divers écrits et discours.

Sports

Plusieurs médailles d'athlétisme remportées en Afrique de l'Ouest et en Europe; Grier Cup (écoles nigérianes), record nigérien toutes catégories et record intercolonial en triple saut à l'âge de 16 ans; saut en longueur et en hauteur, course de haies, etc.; a représenté le Nigeria aux épreuves finales des Jeux olympiques de Melbourne (1956) et aux Jeux du Commonwealth à Cardiff (1958); a représenté la Grande-Bretagne dans des matches contre la France (1955) (établissement d'un nouveau record), Moscou (1954), Budapest et Prague (1950), et le Commonwealth contre les États-Unis à Sydney (Australie) (nouveau record) (1956); champion interrégional au Royaume-Uni pendant cinq ans (1953-1958); médaillé aux British Championships chacune de ces années.

CHANDRASEKHARA RAO, P.

(Inde)

Né le 24 avril 1936.

B.A., B.L., M.L., LL.D (Université de Madras).

Membre du Tribunal international du droit de la mer depuis le 1er octobre 1996.

Membre de la Chambre pour le règlement des différends relatifs aux fonds marins.

Membre de la Chambre pour le règlement des différends relatifs aux pêcheries.

Carrière

Secrétaire aux affaires juridiques (1988-1996), Secrétaire suppléant (1987-1988), Secrétaire associé et Conseiller juridique (1985-1987), Conseiller juridique suppléant (1978-1985) et Conseiller juridique suppléant (1976-1978), Ministère indien des affaires juridiques et de la justice.

Juriste (1967-1971) et Conseiller juridique adjoint (1971-1976), Division des traités et des affaires juridiques, Ministère indien des affaires étrangères.

Conseiller juridique, Mission permanente de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York (1972-1976).

Attaché de recherche de la Société indienne de droit international (1963-1967).

Chargé de cours, Académie indienne de droit international et de diplomatie (1965-1967).

Arbitre dans l'affaire McDonnell Douglas Corporation c. Gouvernement indien (Londres, 1992-1993).

Instance d'appel pour des différends opposant le Gouvernement indien et le secteur public ou pour les différends entre entreprises du secteur public (1988-1996).

Arbitre exclusif pour les contrats gouvernementaux (1979-1983).

Conseiller auprès du Gouvernement indien dans l'affaire relative à l'appel concernant la compétence du Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale devant la Cour internationale de Justice (1972).

A travaillé en qualité de boursier au Bureau des affaires juridiques de l'Organisation des Nations Unies, à New York, et au Département des affaires juridiques de la Banque pour la reconstruction et le développement, à Washington, D. C. (1968).

Membre du Comité de rédaction de l'Indian Journal of International Law (depuis 1970) et Vice-Président de la Société indienne de droit international (depuis 1994).

Membre du Conseil exécutif de l'Association de droit international, Bureau régional, Inde (1990).

Professeur de droit invité

University College of Law, Osmania University, Hyderabad (1994-1997).

Kakatiya University, Warangal (1994-1995).

Département du droit international et constitutionnel, Université de Madras (1995-1996).

Distinctions académiques décernées par l'Université de Madras : Miller Medal (1957), Raja Sir Ramaswamy Mudaliar Gold Medal (1957), Prix Lord Pentland (1957) et Sir V. Bhasyam Aiyangar Medal (1959).

Discours lors de la Conférence annuelle de l'Institut du droit de la mer à Honolulu (1987) et Noordwijk (1989).

Nombreux articles et conférences.

Participation à des conférences internationales

Chef de la délégation indienne à la réunion des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (New York, 1996).

Chef de la délégation indienne à la réunion de l'Autorité des fonds marins (Kingston, 1996).

Membre de la délégation indienne aux réunions des ministres de la justice du Commonwealth tenues à Bridgetown (La Barbade) (1980), Harare (Zimbabwe) (1986), Christchurch (Nouvelle-Zélande) (1990), Port-Louis (Maurice) (1993) et Kuala Lumpur (Malaisie) (1996).

Président du Comité de rédaction de la Conférence des Nations Unies sur la responsabilité des exploitants de terminaux de transport dans le commerce international (Vienne, 1991).

Chef de la délégation indienne aux sessions annuelles de la CNUDCI en 1972, 1988, 1989, 1990, 1992, 1993 et 1994.

Membre de la délégation indienne à la reprise de la session extraordinaire et à la cent treizième session ordinaire du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales (1987).

Membre de la délégation indienne à la Réunion ministérielle des Parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (Punta Del Este, Uruguay, 1986).

Conseiller de l'Administrateur indien de la Banque mondiale à la réunion du Comité plénier des administrateurs, tenue à Washington, D. C. afin d'étudier la question de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI) (1985).

Membre de la délégation indienne à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1973, 1974, 1975, 1976).

Membre de la délégation indienne aux vingt-septième, vingt-huitième, vingt-neuvième et trentième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies (1972, 1973, 1974, 1975).

Membre de la délégation indienne aux réunions Comité des Nations Unies sur les utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale (1971, 1973).

Membre de la délégation indienne à la vingtième session du Comité juridique de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) (1973).

Membre de la délégation indienne auprès du Comité spécial du terrorisme international (1973).

Membre de la délégation indienne à la session du Comité ad hoc de la Charte des Nations Unies (1975).

Membre de la délégation indienne auprès du Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (1969, 1970, 1971, 1972, 1973, 1975).

Membre de la délégation indienne aux sessions annuelles du Comité consultatif juridique afro-asiatique.

Membre de la délégation indienne auprès du Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États (Genève, 1970).

Représentant suppléant de la délégation indienne à la Conférence juridique internationale sur les dommages dus à la pollution des eaux de la mer (Bruxelles, 1969).

Membre de la délégation indienne à la première session du Groupe de travail de la réglementation internationale des transports maritimes de la CNUCED (Genève, 1969).

Ouvrages

The New Law of Maritime Zones (1982)

The Indian Constitution and International Law (1993)

The Arbitration and Conciliation Act, 1996 : A Commentary (1997)

Alternative Dispute Resolution: What it means and how it works (1996) (édition)

Adresse

En Inde

M. P. Chandrasekhara Rao
AB-16 Pandara Road
New Delhi 110 003
Téléphone : 91 11 338 9550

En Allemagne

M. P. Chandrasekhara Rao
Tribunal international du droit de la mer
Wexstrasse 4
20354 Hambourg
Allemagne
Téléphone : 49 40 3560 7259
Télécopie : 49 40 3560 7268

DJALAL, Hasjim

(Indonésie)

Indonésien.

Né à Bukittingi (Sumatra-Ouest) le 25 février 1934.

Marié, trois enfants.

Ambassadeur itinérant pour le Ministère du droit de la mer et des affaires maritimes, depuis 1994.

Études

- 1971 Diplôme de l'Institut de la défense et de la résistance nationales de Jakarta (Indonésie).
- 1961 Doctorat en philosophie des affaires étrangères. Thèse intitulée "The Limits of Territorial Waters in International Law", Université de Virginie (États-Unis d'Amérique).
- 1959 Maîtrise de lettres (mention relations étrangères), Université de Virginie.
- 1956 Licence de lettres, Académie du service diplomatique, Ministère des affaires étrangères de Jakarta.

Expérience professionnelle

Carrière diplomatique

Depuis son entrée dans la diplomatie en 1957, M. Djalal a mené une brillante carrière au service de la République dans le domaine des relations extérieures. À l'échelle nationale, il a participé activement à la promotion de la politique étrangère indonésienne, notamment pour ce qui touche aux affaires maritimes et régionales. À l'échelle internationale, M. Djalal a participé depuis le début des années 60 à plusieurs conférences internationales, en particulier à des conférences ayant trait au droit de la mer et à des questions connexes. M. Djalal faisait partie de la délégation indonésienne au Comité du fond des mers de l'Organisation des Nations Unies (1970-1973) et a suivi sans relâche les travaux de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1973-1982) et ceux de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer (1983-1994). Depuis 1994, M. Djalal a participé à toutes les réunions de l'Autorité internationale des fonds marins et à la réunion des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. M. Djalal a été élu président de l'Autorité en 1995 et 1996.

Depuis 1990, M. Djalal joue un rôle exceptionnel au niveau régional en tant que promoteur, convocateur et coprésident de la série d'ateliers sur la gestion des conflits potentiels en mer de Chine méridionale, dont la communauté

internationale a loué l'utilité et l'efficacité au regard du maintien de la paix et de la stabilité dans la région en question.

Fonctions occupées en Indonésie

- 1985-1990 Directeur général du service de planification des politiques (agence de recherche et développement) du Ministère des affaires étrangères.
- 1976-1979 Directeur du service des affaires juridiques et des traités du Ministère des affaires étrangères.
- 1969-1972 Directeur de la Division du droit international, Direction des affaires étrangères du Ministère des affaires étrangères.
- 1961-1964 Fonctionnaire de la Division des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères.
- 1961-1964 Secrétaire du Comité juridique du Conseil maritime indonésien.

Fonctions occupées à l'étranger

- 1990-1993 Ambassadeur de l'Indonésie en République fédérale d'Allemagne.
- 1983-1985 Ambassadeur de l'Indonésie au Canada.
- 1981-1983 Ambassadeur, Représentant permanent adjoint de l'Indonésie auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York.
- 1979-1981 Chef de mission adjoint, Ambassade d'Indonésie, Washington, D. C.
- 1972-1976 Ambassade d'Indonésie, Singapour.
- 1966-1969 Ambassade d'Indonésie, Conakry.
- 1964-1966 Ambassade d'Indonésie, Belgrade.
- 1962-1963 Mission indonésienne auprès de l'Autorité exécutive temporaire des Nations Unies pour l'administration de la Nouvelle-Guinée occidentale (Irian occidental)

Expérience en matière de négociations

M. Djalal a activement participé – parfois en qualité de Président de la délégation et des équipes indonésiennes – aux négociations relatives à différentes frontières maritimes avec les pays voisins de l'Indonésie, s'agissant en particulier des limites de la mer territoriale de la Malaisie et de Singapour et des lignes délimitant les fonds marins et le plateau continental de l'Indonésie et de la Malaisie, de la Thaïlande, de l'Inde, de l'Australie, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, du Viet Nam et des Philippines. Certaines de ces négociations ont débouché sur des accords et d'autres suivent leur cours.

/...

M. Djalal s'emploie actuellement à promouvoir et à renforcer la coopération maritime dans les océans Indien et Pacifique, de manière formelle et informelle. Il est à ce titre Président du Comité permanent de la Conférence de l'océan Indien sur la coopération en matière maritime à Colombo et membre de l'Indian Ocean Center à Perth (Australie); il participe activement aux travaux du Projet relatif au droit, aux politiques et à la gestions maritimes en Asie du Sud-Est (SEAPOL) à Bangkok et représente le groupe de recherche indonésien à l'Association de coopération régionale des pays du pourtour de l'océan Indien à Maurice. M. Djalal a en outre participé à diverses réunions consacrées à des questions relatives aux océans Indien et Pacifique dans différentes capitales de la région.

Expérience acquise dans les organisations

Organisations nationales

M. Djalal occupe actuellement le poste de Conseiller spécial du Chef d'état-major de la marine nationale et dirige le Centre de recherche sur l'Asie du Sud-Est à Jakarta. Il est membre de plusieurs comités nationaux qui traitent différents aspects du droit de la mer et des affaires maritimes (Conseil national maritime indonésien, Comité du plateau continental, Comité des pêcheries, Comité des frontières nationales, Comité des détroits de Malacca et de Singapour, Comité du droit des questions maritimes, par exemple) et d'autres comités.

Organisations internationales

M. Djalal a également exercé des fonctions dans divers comités consacrés à des affaires relevant du droit de la mer. Il a notamment été :

- Vice-Président du Conseil de l'Autorité internationale des fonds marins (1997, 1998);
- Président du Groupe asiatique du droit de la mer, périodiquement (1997, 1998);
- Premier Président de l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins (1995, 1996);
- Président du Groupe des 77 (groupe des pays en développement) sur le droit de la mer (1993, 1994, 1997, 1998);
- Président de la Commission spéciale I de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer (1984-1994);
- Représentant de l'Indonésie auprès du deuxième Comité de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1973-1982);
- Membre et Vice-Président de la délégation indonésienne auprès du Comité du fonds des mers de l'Organisation des Nations Unies et de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1970-1982).

Conférences

Au cours de sa carrière, M. Djalal a assisté à plusieurs conférences et réunions régionales et internationales consacrées à des questions relevant de la politique, de la sécurité et du droit, notamment celles organisées par le Comité consultatif juridique afro-asiatique et la Conférence du droit asiatique, et à diverses réunions touchant à l'Asie du Sud-Est, à la mer de Chine méridionale et aux océans Indien et Pacifique. M. Djalal a également assisté à plusieurs réunions et sommets ministériels du Mouvement des pays non alignés, de l'Organisation de la Conférence islamique et du Groupe des pays en développement, ainsi qu'à diverses conférences de l'Institut du droit de la mer et de l'Institut international de l'océan (Pacem in Maribus) organisées dans plusieurs capitales et à des réunions de l'Organisation maritime internationale (OMI), de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de l'Organisation hydrographique internationale (OHI).

Expérience universitaire

M. Djalal a acquis une longue expérience en matière d'enseignement du droit de la mer et des relations internationales dans divers établissements et universités indonésiens. Il est actuellement professeur de droit et de politique à l'Université d'État de Padjadjaran (Bandung). M. Djalal a également donné des conférences sur le droit de la mer et des sujets connexes dans plusieurs établissements universitaires.

Publications

M. Djalal est l'auteur de très nombreux ouvrages en langues anglaise et indonésienne qui traitent non seulement du droit de la mer et des affaires maritimes mais encore des questions de politique et de sécurité régionales et internationales. Perjuangan Indonesia di Bidang Hukum Laut (The Indonesian Struggle on the Law of the Sea) est largement utilisé comme ouvrage de référence en Indonésie. Indonesia and the Law of the Sea (recueil d'articles rédigés en anglais) a été publié en 1995 et Indonesian Foreign Policy in the 1990s (rédigé en indonésien) en 1997. M. Djalal a également traduit en indonésien plusieurs publications majeures parues en anglais.

Récompenses

L'État a décerné à M. Djalal plusieurs distinctions, médailles et récompenses pour récompenser sa remarquable contribution à la politique nationale et dans le domaine du droit de la mer, notamment :

- Bintang Jasa Utama (Étoile du mérite, première classe), remise par le Président de la République d'Indonésie (1994);
- Grande Croix de l'Ordre du Mérite de la République Fédérale d'Allemagne, remise par le Président de la République Fédérale d'Allemagne (1993);
- Médaille d'honneur Satya Lencana Karya Satya (première classe), remise par le Président de la République d'Indonésie (1989);

- Bintang Jalasena Utama (la plus haute distinction de la marine nationale), remise à M. Djalal par le Président de la République d'Indonésie (1986) en récompense de sa contribution à l'élaboration de la politique maritime indonésienne;
- Satya Lencana Dwidya Sistha, remise à M. Djalal par le Ministre de la défense de l'Indonésie (1983) en récompense de sa contribution à la formation des membres des Forces armées indonésiennes;
- Bintang Dharma, remise par le Président de la République d'Indonésie pour services exceptionnels rendus au pays (1973).

ILEŠIČ, Marco

(Slovénie)

Né le 29 novembre 1947 à Ljubljana.

Nationalité : slovène.

Adresse professionnelle :

Pravna fakulteta Univerze v Ljubljani
Kongresni trg 12, SI-1000
Ljubljana
Téléphone : (386) 61 125 4055
Télécopie : (386) 61 125 4095
Mél : marko.ilesic@UNI-lj.si

Adresse personnelle

Maroltova 14SI-1000
Ljubljana
Téléphone : (386) 61 349 586

Diplômes

Licence en droit, Faculté de droit, Université de Ljubljana (1966-1970).

Maîtrise de droit, Ljubljana (1977).

Doctorat en droit, Ljubljana (1984).

Diplôme de droit, Ljubljana (1973).

Diplôme de droit comparé, Faculté internationale pour l'enseignement du droit comparé, 1er cycle (Strasbourg, 1978), 2e cycle (Coimbra, 1980).

Langues

Slovène, croate, anglais, français, allemand, italien, polonais, serbe (parlés).

Bulgare, tchèque, latin, macédonien, portugais, russe, slovaque, espagnol (compris).

Carrière

1970-1971 Greffier, tribunal de district de Domžale (Slovénie).

Depuis 1971 Chargé de cours et professeur à l'École de droit de l'Université de Ljubljana; actuellement professeur de droit civil et commercial et de droit international privé (enseigne également le droit maritime, le droit des transports, le droit de la propriété littéraire et le droit de la propriété industrielle).

/...

Depuis 1985 Vice-doyen de la Faculté de droit de Ljubljana.

Depuis 1997 Directeur de l'Institut de droit comparé de Ljubljana.

Appartenance à des organisations nationales et internationales de juristes

Président de l'Union des Associations de juristes slovènes (1993).

Membre de l'Association du droit maritime slovène (jusqu'en 1991, également membre de l'Association de droit maritime yougoslave).

Membre de l'Association internationale pour la promotion de l'enseignement et de la recherche en propriété intellectuelle.

Membre de l'International Association for Sports Law.

Membre de l'Association du droit international.

Expérience judiciaire

Juge, tribunal du travail de Ljubljana (1975-1986).

Président du tribunal chargé des affaires sportives, Slovénie (1978-1986).

Arbitre, Cour d'arbitrage de la Compagnie d'assurance Triglav, Ljubljana (1990-1998).

Président de la Chambre d'appel de la Bourse slovène (1995).

Arbitre, Cour d'arbitrage de la Bourse slovène (1998).

Arbitre, Tribunal d'arbitrage de la Chambre de commerce de Yougoslavie (jusqu'en 1991) et de Slovénie (1991).

Arbitre, Cour d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale à Paris.

Juge, Commission des recours de l'Union des associations européennes de football (1988).

Bibliographie

Plus de 250 publications, articles et notes parus dans plusieurs langues.

Expérience intéressant particulièrement le Tribunal international du droit de la mer

Auteur de plusieurs articles sur le droit de la mer, des transports et des échanges internationaux et sur le droit comparé.

Membre actif d'associations maritimes de Slovénie et d'ex-Yougoslavie.

Président du Comité ministériel chargé d'élaborer un Code maritime slovène (un projet contenant 1 000 sections, couvrant notamment toutes les questions relevant du droit de la mer, a été présenté au Parlement slovène).

Expérience judiciaire dans des domaines de portées nationale et internationale (voir plus haut).

JESUS, José Luis

(Cap-Vert)

Date de naissance : 20 septembre 1950.

Lieu de naissance : Le Cap-Vert.

Fonctions actuelles

Ministre des affaires étrangères et des communautés.

Titres universitaires

Diplômé en :

- Droit [faculté de droit de l'Université classique de Lisbonne (Portugal)].
- Droit international (Université Saint John's de New York).
- Administration publique et sciences politiques (Université Saint John's de New York).

Participation à des stages de formation et séminaires

Séminaire sur le droit international public à l'Académie de La Haye (Pays-Bas).

Séminaire sur l'élaboration de traités et autres accords internationaux (UNITAR, New York).

Divers séminaires sur le droit humanitaire international parrainés par la Croix-Rouge internationale (Université de New York).

Fonctions occupées dans des instances internationales

Envoyé spécial du Secrétaire général dans la région des Grands Lacs - Afrique centrale.

Fonctions occupées dans des instances nationales

Secrétaire d'État aux affaires étrangères et à la coopération.

Ambassadeur du Cap-Vert auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Ambassadeur du Cap-Vert au Portugal, en Espagne et en Israël.

Présidence d'instances internationales

Organes à vocation juridique

Président de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer (1987-1995).

/...

Président du Groupe des 77 pour le droit de la mer (1986).

Vice-Président de la Sixième Commission (juridique) de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies.

Autres organes

Président du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (juillet 1992 et novembre 1993).

Président de la Commission spéciale du Conseil de sécurité pour l'Angola (1992).

Président du Groupe des États d'Afrique à l'ONU (1986).

Participation à des réunions internationales

Réunions consacrées au droit

Chef de la délégation cap-verdienne à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1979-1982)

Chef de la délégation cap-verdienne à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités entre États et organisations internationales ou entre organisations internationales (Vienne, 1986).

Chef de la délégation cap-verdienne aux réunions de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer (1983-1994)

Représentant du Cap-Vert à la Sixième Commission (juridique) de l'Assemblée générale des Nations Unies (1979-1994)

A représenté le Cap-Vert et participé activement aux réunions de divers groupes de travail et comités de l'Organisation des Nations Unies sur des questions d'ordre juridique (1979-1994)

Activités menées au Cap-Vert dans le domaine du droit

Président de la Commission nationale chargée de la délimitation des frontières maritimes.

Conseiller juridique de la Mission permanente du Cap-Vert auprès de l'Organisation des Nations Unies pendant de nombreuses années.

Conférences données sur les questions juridiques de portée internationale

Conférence sur le droit de la mer donnée à l'occasion d'un séminaire organisé à l'intention des diplomates cap-verdiens à Praia (1981).

Membre du groupe sur le droit de la mer (Conférence Pacem in Maribus tenue à Malte en septembre 1987).

Membre du groupe chargé des minéraux des fonds marins (American Society of International Law, Washington) (décembre 1988).

Conférence sur les pratiques des États africains dans le domaine du droit de la mer (Université de Virginie, réunion tenue à Lisbonne).

Conférence consacrée à l'universalité de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (Université de Kiel, République fédérale d'Allemagne, 1990).

Conférence sur l'achèvement des travaux de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer (Université de Hawaii, Tokyo, 1990).

Conférence sur le thème "Le droit international de la mer – historique et évolution contemporaine" (American Defense College, Washington, D. C., 1992 et 1994).

Conférence sur le thème "Évolution récente du droit de la mer" (Marymount College, New York, 1992).

Conférence sur le thème "Le droit international : évolution et incidence sur le renforcement de la justice entre nations" (Séminaires diplomatiques, Praia, 1992).

Conférence sur le thème "La négociation à l'Organisation des Nations Unies : rôle des groupes" (Séminaire organisé par l'UNITAR à l'intention des jeunes diplomates, 1992).

Conférence sur le thème "Assistance humanitaire et droit international" (Londres).

Président du groupe chargé des questions touchant le droit de la mer (Qatar, 1994).

Conférence portant sur quelques-uns des aspects majeurs des travaux de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer (Tokyo, 13 janvier 1995).

Articles publiés

"The practice of African States in the field of law of the sea" (Center for Oceans Law and Policy, Université de Virginie – Actes d'un séminaire, avril 1990).

"The work of the Preparatory Commission for the International Seabed Authority and for the International Tribunal for the Law of the Sea and the 1982 United Nations Law of the Sea Convention", International Challenges – vol. 10, No 3 (Norvège, 1990).

"The Universality of the Law of the Sea Convention" – Actes d'un colloque multidisciplinaire, Institut de droit international de Kiel (République fédérale d'Allemagne, 1990).

"Deep Seabed Mining – the Work of the Preparatory Commission" – Actes de la quatre-vingt-deuxième Réunion annuelle de l'American Society of International Law (Washington, D. C., 1988).

"Recent developments in the Law of the Sea and the accomplishments of the Preparatory Commission for the International Tribunal Seabed Authority and for the International Tribunal for the Law of the Sea" (dans International Challenges – vol. 13, No 81, 1993, Institut Nansen – Norvège).

Activités diverses

Membre de l'Association du barreau du Cap-Vert.

Membre de l'American Society of International Law.

KOLODKIN, Anatoly Lazarevich

(Fédération de Russie)

RÉSUMÉ

Né le 27 février 1928 à Leningrad (aujourd'hui Saint-Petersbourg) (Fédération de Russie); marié, un fils.

Juge au Tribunal international du droit de la mer (depuis 1996).

Professeur, docteur en droit.

Directeur adjoint de l'Institut national de recherche scientifique et d'études techniques sur les transports maritimes "Soyouzmorniiproekt" chargé de travaux scientifiques dans le domaine du droit de la mer (depuis 1981).

Président de l'Association pour le droit de la mer (de l'ex-URSS, actuellement de la CEI) (depuis 1981).

Président de l'Association russe de droit international (section russe de l'Association de droit international) (depuis 1994).

Président du Comité national de la Fédération de Russie chargé de la Décennie des Nations Unies pour le droit international (depuis 1996).

Membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye (depuis 1990).

Vice-Président honoraire du Comité maritime international (Association internationale pour le droit de la mer) (depuis 1994).

Membre de la Commission d'arbitrage maritime de la Chambre de commerce et d'industrie de la Fédération de Russie (depuis 1994).

Auteur de plus de 230 ouvrages scientifiques publiés en Russie, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne, en Belgique, en Italie, en Pologne, en Bulgarie et en Roumanie.

Autres fonctions et activités actuelles

Directeur adjoint de l'Institut national de recherche scientifique et d'études techniques sur les transports maritimes "Soyouzmorniiproekt" chargé de travaux scientifiques dans le domaine du droit maritime (depuis 1981).

Coprésident du Conseil d'experts de la Douma d'État de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie.

Professeur à l'Académie d'État de droit de Moscou (depuis 1994).

Membre de deux conseils scientifiques de la faculté de droit de l'Université d'État M. V. Lomonossov de Moscou (depuis 1975).

Membre du Conseil scientifique de droit international de l'Institut d'administration publique et de droit de l'Académie des sciences de Russie (depuis 1993).

Membre du Conseil scientifique de l'Institut d'État de Moscou pour les relations internationales (depuis 1998).

Membre du Conseil d'experts juridiques du Comité d'évaluation de la Fédération de Russie (depuis 1985).

Vice-Président honoraire du Comité maritime international (Association internationale pour le droit de la mer) (depuis 1994).

Membre du Conseil de l'Institut du droit de la mer des États-Unis (de 1989 à 1995).

Membre du Conseil de l'Institut international de l'océan "La paix sur les mers" (Pacem in Maribus) (1971-1993).

Membre de la Commission maritime d'arbitrage de la Chambre de commerce et d'industrie de la Fédération de Russie (depuis 1994).

Vice-Président de l'Association "Union des juristes" (depuis 1992).

Vice-Président du Comité "La paix sur les océans" (depuis 1990).

Membre de l'Académie mondiale des arts et des sciences (depuis 1989).

Membre de la délégation de l'URSS (aujourd'hui Fédération de Russie) aux sessions de l'Assemblée et du Conseil exécutif de la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO (depuis 1982); recruté également en qualité de consultant et d'expert auprès de cet organe pour l'examen de questions relatives au droit maritime international dans divers groupes de travail et groupes d'experts.

Expert de la délégation russe chargé de l'examen du projet de convention sur le patrimoine culturel subaquatique (depuis 1998).

Chef de la délégation de l'Association pour le droit de la mer aux sessions de l'Assemblée et du Conseil exécutif du Comité maritime international (Association internationale pour le droit de la mer) et aux conférences du Comité (depuis 1981).

Participation aux sessions du Conseil de l'Association mondiale de droit international (depuis 1994).

Chef des délégations de scientifiques soviétiques (aujourd'hui russes) à diverses conférences internationales :

- Du Law of the Sea Institute des États-Unis (depuis 1975);

– De l'Institut international de l'océan "La paix sur les mers" (Pacem in Maribus) (depuis 1971);

et à des colloques et séminaires sur le droit de la mer avec des scientifiques et des spécialistes de divers États.

Président et Coprésident d'une série de conférences et de colloques sur le droit de la mer en URSS (aujourd'hui Fédération de Russie) et dans d'autres pays.

Études universitaires et activités antérieures

Faculté de droit de l'Université d'État de Leningrad (aujourd'hui Saint-Pétersbourg) (1945-1950).

Études universitaires supérieures à l'Université d'État de Leningrad (1950-1954).

Licence en droit (1954).

Doctorat en droit (thèse sur le droit maritime international) (1971).

Collation du grade de professeur (1985).

Collaborateur scientifique et Directeur d'une section de l'Institut central de recherche scientifique de la marine (Leningrad) (1956-1968).

Chef du Service de droit maritime international de l'Institut d'État de recherche scientifique de planification et d'étude sur les transports maritimes (Moscou) (1968-1978).

Chef du Bureau des relations internationales de l'Association de l'Union Morsvyaspoutnik [membre de l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT)] (1978-1981); Directeur adjoint de l'Institut susmentionné depuis 1981.

A élaboré des projets de conventions internationales sur le régime juridique des navires séjournant dans des ports étrangers (qu'il a présentés à l'Organisation maritime internationale en 1974) et sur le statut juridique des systèmes d'acquisition de données océaniques (qu'il a présenté et exposé à deux reprises à la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO, en 1993 et 1994).

Membre des délégations soviétiques à la Conférence relative à la création de l'Organisation internationale des télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT) et aux sessions de son Assemblée et son Conseil (1972-1982).

Chef de la délégation soviétique à la Conférence diplomatique d'élaboration et d'adoption du Protocole sur les privilèges et immunités d'INMARSAT (1981).

Chef de la délégation soviétique lors de l'élaboration et de l'adoption de l'accord de siège d'INMARSAT au Royaume-Uni (1981).

Chef de la délégation soviétique et représentant et coordonnateur des États d'Europe orientale aux réunions du Groupe d'experts et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) consacrées à l'élaboration et à l'adoption de la Convention des Nations Unies sur les conditions d'immatriculation des navires (1982-1986).

A participé à l'examen des questions de droit de la mer lors de l'élaboration d'accords sur la navigation maritime conclus par l'URSS avec le Royaume-Uni, les États-Unis, la France, les Pays-Bas, la Norvège et le Bangladesh.

Cours et conférences

Cours et conférences sur le droit de la mer à l'Académie maritime supérieure de Leningrad, à l'Université d'État de Moscou M. V. Lomonossov, à l'Académie diplomatique du Ministère des affaires étrangères de Russie et actuellement à l'Académie de droit d'État de Moscou.

Conférences et communications sur le droit de la mer aux États-Unis, au Canada, au Royaume-Uni, en Allemagne, en Norvège, au Japon, en Belgique, en Italie, en Suisse, au Portugal, en Hongrie, à Malte, en Algérie et en Bulgarie.

Publications

Plus de 230 ouvrages publiés en URSS (Fédération de Russie), aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne, en Belgique, en Italie, en Pologne, en Bulgarie, en Roumanie, notamment :

1. Le régime juridique des eaux territoriales et de la haute mer, Moscou, 1961.
2. Enquête sur les avaries survenues à l'étranger, Moscou, 1963 (coauteur).
3. Les océans. Régime de droit international. Principaux problèmes. Moscou, 1973. (L'ouvrage a été traduit et publié en anglais aux États-Unis en 1974.)
4. "La nationalité du navire et le principe du lien substantiel", Annuaire soviétique de droit international, Moscou, 1962.
5. "Le blocus maritime et le droit international moderne," Revue Sovetskoe gosudarstvo i pravo, Moscou, 1963, No 4. (Article traduit et publié en roumain en Roumanie.)
6. "Élaboration du projet de convention sur le régime des navires dans les ports étrangers", Recueil de l'Institut central de recherche scientifique de la marine, Le droit maritime et la pratique, Leningrad, 1965.
7. "Quelques aspects du régime juridique des espaces marins et du plateau continental", Recueil de l'Institut Guiprorybflot, Moscou-Leningrad, 1965.
8. "La piraterie et le droit international", Revue Meždunarodnaja žizn. Moscou, 1967, No 10.*

9. "Régime juridique des eaux territoriales et des zones contiguës", Cours de droit international en six volumes, tome 3, Moscou, 1967. (Traduit et publié en allemand en RFA, Hambourg, 1973.)
10. Régime juridique des navires marchands et de la navigation en haute mer. Cours de droit international en six volumes, tome 3, Moscou, 1967. (Traduit et publié en allemand en RFA, Hambourg, 1973.)
11. "L'immunité des navires d'État", Recueil des travaux de l'Institut central de recherche scientifique de la marine, Leningrad, 1969 (coauteur).
12. "Les eaux territoriales et le droit international", Revue Meždunarodnaja Žizn, Moscou, 1968, No 8.
13. Les principes régissant l'exploitation des fonds marins par les États. Revue Sovetskoe gosudarstvo i pravo, Moscou, 1970, No 6 (coauteur).
14. "Régime futur des fonds marins. Quelques aspects juridiques de l'exploitation des fonds marins", Recueil des Actes d'un colloque international tenu en Italie. (Publié à Rome en anglais en 1970) (coauteur).
15. "Principales questions relatives au projet de convention internationale sur le régime juridique des systèmes d'acquisition de données océaniques (SADO)". Travaux de l'Institut Soyuzmorniiproekt, Moscou, 1971.
16. "Droit maritime international", Dictionnaire diplomatique, Moscou, 1971.
17. "Délimitation du plateau continental en mer du Nord" (d'après des documents de la session de la Cour internationale de Justice des Nations Unies, 1969). Recueil de l'Institut d'administration publique et de droit de l'Académie des sciences, Moscou, 1972.
18. "Tendances du développement du régime juridique des espaces marins. Travaux de l'Association soviétique pour le droit de la mer", Moscou, 1973.
19. "Le problème des fonds marins dans la doctrine des États-Unis en droit international", Annuaire soviétique du droit international, Moscou, 1973 (coauteur).
20. "Réglementation de la pêche en haute mer", Manuel de droit international, Moscou, 1974.
21. "Histoire du droit maritime international", Recueil de l'Institut d'administration publique et de droit de l'Académie des sciences, Le droit maritime international à l'époque actuelle, Moscou, 1974. (Traduit et publié en allemand, en RFA, Baden-Baden, 1978.)
22. "L'immunité souveraine des navires d'État utilisés à des fins commerciales" (affaire du navire Imias). (Publié en polonais dans le

- Bulletin de l'Association internationale des armateurs, No 3, Gdynia, 1974) (coauteur).
23. "La doctrine soviétique en matière de droit maritime", Recueil de l'Institut des relations internationales de Moscou, Moscou, 1975.
 24. "L'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites - INMARSAT". Revue Morskoj flot, 1977, No 5 (coauteur).
 25. "L'URSS et l'Organisation internationale des télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT)", Revue Sovetskoe Gosudarstvo i pravo, 1977, No 8 (coauteur).
 26. "Le droit maritime international", Manuel de droit international, Moscou, 1982.
 27. "Le régime juridique des navires séjournant dans des ports étrangers". Publié en anglais dans la revue Sovetskoe Gosudarstvo, 1983, No 1.
 28. "La haute mer", Dictionnaire diplomatique, Moscou, 1985.
 29. "La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 : quelques aspects actuels", Annuaire soviétique du droit de la mer, No 2, Moscou, 1985.
 30. "La nouvelle Convention des Nations Unies (Convention des Nations Unies sur les conditions d'immatriculation des navires)", Revue Morskoj Flot, 1986, No 9 (coauteur).
 31. "Le concept de patrimoine commun de l'humanité : son interprétation et son essence". (Publié en anglais aux États-Unis. Travaux de l'Institut du droit de la mer des États-Unis, Honolulu, Hawaï, 1984.)
 32. "Principe du patrimoine commun de l'humanité", Recueil de l'Institut d'administration publique et de droit de l'Académie des sciences, Les océans et le droit international, Moscou, 1986.
 33. La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et la pratique législative des États. (Publié en anglais à Honolulu, Hawaï, États-Unis, 1984) (coauteur).
 34. "Le droit maritime international", Bulletin d'information de la Chambre de commerce italo-soviétique, 1984. (Publié en italien en Italie, 1984.)
 35. "Le Statut juridique de la mer Méditerranée", Recueil des travaux de l'Association bulgare du droit de la mer (publié en bulgare, Sofia, 1985) (coauteur).
 36. "Troisième session de la Conférence des Nations Unies sur les conditions d'immatriculation des navires", Recueil : Navigation et affrètement, Moscou, 1985.

37. "Régime juridique du plateau continental", Recueil de l'Institut d'administration publique et de droit de l'Académie des sciences, Les océans et le droit international, Moscou, 1987.
38. "Conséquences juridiques de l'adhésion et de la non-adhésion à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer", Revue Marine Policy. (Publié en anglais à Londres, 1988) (coauteur).
39. "La zone contiguë", Manuel de droit maritime international, Moscou, 1988.
40. "Le rôle des organisations intergouvernementales dans la recherche scientifique maritime", Recueil de l'Institut d'administration publique et de droit de l'Académie des sciences, Les océans et le droit international, Moscou, 1988-1989.
41. "La protection de l'environnement", Manuel de droit maritime international, Moscou, 1988 (coauteur).
42. "La législation soviétique à la lumière de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 : modifications et nouvelles tendances", Recueil de l'Institut du droit de la mer des États-Unis. (Publié en anglais, Tokyo-Honolulu, 1990.)
43. "Le régime juridique de l'Arctique", Documents de la société américaine de droit international. (Publié en anglais, Washington, 1988.)
44. "Les eaux intérieures", Cours de droit international, en six volumes, tome 5, Moscou, 1992.
45. "Les eaux territoriales", Cours de droit international, en six volumes, tome 5, Moscou, 1992.
46. "L'interprétation et le développement du droit maritime international", Cours de droit international, en six volumes, tome 5, Moscou, 1992.
47. "La Russie et le droit international : nouvelles approches", Revue belge de droit international. (Publié en anglais, Bruxelles, 1993.)
48. "La stabilité en droit international", Recueil collectif d'essais de spécialistes russes et américains : Au-delà de l'affrontement : le droit international après la fin de la guerre froide. (Publié en anglais aux États-Unis, San Francisco - Oxford, 1995) (coauteur).

Rédacteur en chef de l'Annuaire du droit de la mer, d'autres recueils et matériels publiés périodiquement par l'Association pour le droit de la mer de la CEI en russe et en anglais.

MAROTTA RANGEL, Vicente

(Brésil)

Adresse professionnelle

Tribunal international du droit de la mer
Juge
Wextrasse 4, 20355 Hambourg
Allemagne
Télécopie : 49 (40) 3560-7345

Adresse personnelle

467 Rua Caropá
CEP : 05447-000
São Paulo, SP., Brésil

Études

- | | |
|-----------|--|
| 1946 | Licence en droit de la faculté de droit de l'Université de São Paulo. |
| 1949 | Brevet en terminologie juridique de l'Institut de droit comparé, Université de Paris. |
| 1950 | Doctorat d'université de l'Université de Paris. |
| 1954 | Doctorat en droit de la faculté de droit de l'Université de São Paulo. |
| 1960 | Participant, Centre d'études et de recherches de droit international et de relations internationales de l'Académie de droit international de La Haye. |
| 1972-1973 | Universitaire invité à la faculté de droit de l'Université Columbia. Juillet 1973, universitaire invité à la Parker School (droit étranger et droit comparé) de l'Université Columbia. |

Fonctions universitaires

- | | |
|-----------|--|
| 1950-1972 | Professeur de sciences politiques et de relations internationales à l'Institut de sociologie et de sciences politiques, São Paulo. |
| 1954-1983 | Professeur assistant à la faculté de droit de l'Université de São Paulo. |
| 1963-1967 | Professeur associé au Département de droit international de l'Université de São Paulo. |

- 1967-1994 Professeur titulaire de chaire au Département de droit international de l'Université de São Paulo.
- 1967-1972 Doyen de l'Institut de sociologie et de sciences politiques, São Paulo.
- 1973-1974 Coordonnateur des cours de deuxième cycle à la faculté de droit de l'Université de São Paulo.
- 1974-1980 Coordonnateur, Relations culturelles, à l'Université de São Paulo.
- 1970-1978
1978-1982 Directeur du Département de droit international de l'Université de São Paulo.
- 1978 Cours sur "Le droit de la mer dans la jurisprudence de la Cour internationale de Justice" à l'Institut de droit international public et de relations internationales de Thessalonique.
- 1978-1990 Membre du jury d'examen, Cours d'études supérieures (Institut Rio Branco, École de diplomatie, Ministère des affaires étrangères).
- 1982-1986 Doyen de la faculté de droit de l'Université de São Paulo.
- Oct.-nov. 1983 Conférencier à l'Académie de droit international de La Haye (programme externe) sur "Le règlement des différends relatifs au droit de la mer", Université de Brasilia, Brasilia.
- Septembre 1983 Conférencier, cours régional ONU/UNITAR de formation en droit international pour l'Amérique latine et les Caraïbes : cours sur "Le droit international humanitaire", Buenos Aires.
- 1985 Conférencier à l'Académie de droit international de La Haye sur "Le plateau continental dans le droit de la mer", La Haye.
- 1985-1989 Président du Conseil brésilien des relations internationales.
- Jusqu'en 1990 Membre du Conseil brésilien de la Commission Fulbright.
- 1957, 1982, 1994 Maître de conférence pour le Comité juridique interaméricain de l'Organisation des États américains. Le dernier cours portait sur "Le droit de la mer : problèmes actuels".

Activités professionnelles non universitaires

- Depuis 1947 Avocat, membre du barreau brésilien.
- 1970-1973 Rapporteur du programme de recherche dans le domaine du droit de la mer, dotation Carnegie pour la paix internationale, Groupe interaméricain.
- Juin 1972 Participant à l'atelier organisé par l'UNESCO sur "L'étude des organisations internationales", Paris.
- Juillet 1973 Participant au Colloque sur "La protection de l'environnement et le droit international", organisé par l'Académie de droit international de La Haye.
- Depuis 1979 Membre du Groupe brésilien de la Cour permanente d'arbitrage, La Haye.
- 1990-1993 Conseiller juridique au Ministère des affaires étrangères, Brasilia.
- Depuis 1994 Membre du Tribunal arbitral, MERCOSUR.
- 1994-1996 Directeur du Département juridique de l'Agence spatiale brésilienne, Brasilia.
- Depuis 1993 Ancien membre du Conseil d'administration de l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT).
- Mars 1995 Participant au Congrès des Nations Unies sur le droit international public dont le thème s'intitulait "Vers le XXIe siècle : le droit international, idiome des relations internationales", New York.
- Depuis 1996 Juge au Tribunal international du droit de la mer.

Membre de la Délégation brésilienne aux réunions suivantes :

- 1971-1972 Première et deuxième Conférences d'experts gouvernementaux sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés, Genève.
- 1974-1977 Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés, Genève.
- 1974-1982 Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer.

- 1982-1989 Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer.
- 1993-1994 Troisième et quatrième Comités d'experts gouvernementaux sur la protection internationale de la propriété culturelle, Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT), Rome.
- Juin 1995 Conférence diplomatique pour l'adoption du projet de convention d'UNIDROIT sur le retour international des biens culturels volés ou illicitement exportés (chef de délégation), Rome.

Associations professionnelles et sociétés savantes

Société américaine de droit international.

Correspondant de l'Association argentine de droit international.

Association Henri Capitant (groupe brésilien).

Conseil brésilien des relations internationales.

Membre du Conseil de la Fundação Alexandre de Gusmão, Ministère des affaires étrangères.

Président de l'Institut de droit international et des relations internationales, Université de São Paulo.

Membre de l'Institut de droit international.

Institut des avocats, São Paulo.

Institut hispano-luso-américain de droit international.

Association de droit international.

Société brésilienne de droit international.

Société française de droit international.

Conseils de rédaction

Jusqu'en 1981 Membre du Conseil de rédaction de la Revista dos Tribunais (Journal des tribunaux), São Paulo.

1972-1979 Membre du Conseil d'administration du Boletim Brasileiro de Direito Internacional (Bulletin brésilien de droit international), São Paulo-Rio de Janeiro-Brasília.

Membre du Conseil d'administration de la Revista do Direito do Comércio e das Relações Internacionais (Revue du commerce international et des relations internationales).

Membre du Comité scientifique de Cooperazione Giuridica Internazionale, Padova-Cedam.

Principaux ouvrages de droit international

Le fédéralisme américain à la Conférence de Bogota, Paris, doctorat d'université (1947).

Do Conflito entre a Carta das Nações Unidas e os demais Acordos Internacionais (Du conflit entre la Charte des Nations Unies et les autres accords internationaux), São Paulo, Saraiva (1954).

"La procédure de conclusion des accords internationaux", paru dans Revista da Faculdade de Direito de Universidade de São Paulo (1960), p. 253 à 271.

A soberania dos Estados na era espacial (La souveraineté des États à l'ère spatiale), Revista dos Tribunais (1960), p. 28 à 42.

"Le conflit des accords internationaux", paru dans Revista da Faculdade de Direito de Universidade de São Paulo (1963), p. 231 à 272.

"Dos Conflitos com o direito interno e os tratados internacionais" (Des conflits entre le droit interne et les traités internationaux), Congrès hispano-luso-américain de droit international, Merida (Venezuela) (1967).

"Les problèmes actuels de l'extradition : Brésil", Revue internationale de droit pénal (1968), p. 477 à 486.

"Poluição e seus reflexos nas relações internacionais" (La pollution et ses effets sur les relations internationales), Problemas Brasileiros (1974), p. 16 à 40.

"Nova ordem mundial : aspectos políticos" (Nouvel ordre international : aspects politiques), paru dans Nova Ordem Mundial, Câmara dos Deputados (Chambre des députés), Brasilia (1975), p. 129 à 161.

"Primeiros escritos sobre direito internacional no Brasil" (Les premiers écrits sur le droit international au Brésil), Problemas Brasileiros, vol. 15 (170) (1977), p. 3 à 19.

"Tendências e perspectivas do direito brasileiro vigente : direito internacional público" (Tendances et perspectives de la législation brésilienne actuelle : droit international public), Revista da Ordem dos Advogados do Brasil (1977), Brasilia, p. 17 à 37.

Direito internacional e leis de guerra (Droit international et lois de la guerre), École supérieure de guerre, Rio de Janeiro (1978).

"Controvérsia de interesse do Governo Brasileiro julgada por tribunal internacional" (Différend intéressant le Gouvernement brésilien, tranché par un tribunal international), Problemas Brasileiros (1980), p. 18 à 23.

"O Direito na formação do Diplomata" (Le rôle du droit dans la formation des diplomates), Revista de Informação Legislativa (1981), p. 349 à 364.

"A Embaixada Permanente e as origens da diplomacia" (L'ambassade permanente et les origines de la diplomatie), Recueil à la mémoire d'Euripedes Simoas da Paula, Université de São Paulo (1983), p. 285 à 298.

"Solução pacífica de controvérsias : o impacto das organizações internacionais" (Le règlement pacifique des différends : rôle des organisations internationales), Anuario Jurídico Interamericano (Annuaire juridique interaméricain) (1984), p. 19 à 51.

"Diritto internazionale e diritto dell'integrazione in America Latina", avec Gustavo Zanini, Revista da Faculdade de Direito, Université de São Paulo (1984), p. 320 et suivantes.

"Regulamentação jurídica da Antártica" (Réglementation juridique de l'Antarctique), paru dans Brasil na Antártica, Brasília, Câmara dos Deputados (1985), p. 85 à 100.

"Solução pacífica de controvérsias" (Le règlement pacifique des différends), paru dans XI Course on International Law, Comité juridique interaméricain, Rio de Janeiro - Washington (1985), p. 29 à 48.

"Brazil: Arbitration", paru dans International Handbook on Commercial Arbitration, Kluwer, vol. III (1978), p. 31 à 44; et supplément 9 (septembre 1988), p. 1 à 20.

"A Controvérsia Estados-Unidos-Nicaragua e o tema da conduta das Partes" (Le différend États-Unis-Nicaragua et les questions relatives au comportement des Parties), Liber Amicorum (en hommage à José Perez Montero), Université d'Oviedo (1988), p. 863 à 871.

"L'équité en droit international : des développements récents", Recueil en hommage au professeur D. S. Constantopoulos, Thessalonique (1989), p. 937 à 950.

"Salução de controvérsias no âmbito das negociações do GATT" (Le règlement pacifique des différends dans le cadre des négociations du GATT), Revista do Direito do Comércio e das Relações internacionais, No 1 (1989), p. 71 à 90.

Direito e Relações Internacionais, Textos Reunidos (Le droit et les relations internationales, recueil de documents), 4e éd., São Paulo, Revista dos Tribunais (1992).

"Public International Law: The Last Five Decades", A Panorama of Brazilian Law (sous la direction de J. Dollinger et K. S. Rosen), Université de Miami (1992), p. 287 à 309.

"Do homem á humanidade" (De l'homme à l'humanité), paru dans Direito, Política, Filosofia, Poesia, Mélanges en l'honneur de Miguel Reale, São Paulo, Saraiva (1992), p. 403 à 411.

"Direito internacional e relações internacionais : o contexto brasileiro" (Le droit international et les relations internationales : le contexte brésilien), paru dans Teorias de Relaciones Internacionales y de Derecho Internacional en America Latina (Théories des relations internationales et du droit international en Amérique latine), Université Simón Bolívar, Caracas (1992), p. 462 à 484.

Francisco de Vitoria y el federalismo internacional (Francisco de Vitoria et le fédéralisme international), paru dans La Escuela de Salamanca y el Derecho Internacional en America (resp. de publ. : Araceli Mangas Martín), Jornadas Iberoamericanas de la Asociación Española de Profesores de Derecho Internacional y Relaciones Internacionales, Salamanca (1993), p. 205 à 215.

"Ordenamento jurídico internacional e o direito interno : a recente constituição brasileira" (L'ordre juridique international et le droit interne : la récente Constitution brésilienne), Hacia un Nuevo Orden Internacional y Europeo (Vers un nouvel ordre international et européen), Mélanges en l'honneur de Manuel Díez de Velasco), Madrid, Tecnos (1993) p. 489 à 497.

"América Latina no contexto de uma perspectiva tridimensionalista" (L'Amérique latine dans une perspective tridimensionnelle), paru dans Integración Solidaria : reconstitución de los sistemas políticos latino-americanos, II, Université Simón Bolívar, Caracas (1993), p. 111 à 128.

"Objetos culturais : o recente projeto UNIDROIT de Convenção" (Biens culturels : le récent projet de convention UNIDROIT), paru dans Direito e Comércio Internacional (Le droit et le commerce international), Mélanges en l'honneur de Irineu Strenger, São Paulo, LTR (1994), p. 213 à 221.

"Sobre la efectividad de la justicia en las relaciones internacionales" (De l'efficacité de la justice dans les relations internationales), paru dans El derecho internacional en un mundo en transformación (Le droit international dans un monde en mutation), Mélanges en l'honneur d'Eduardo Jimenez de Aréchaga, Montevideo, Fundación de Cultura Universitaria (1994) p. 173 à 179.

"Codificação do direito espacial" (Codification du droit de l'espace), Revista brasileira de Direito Aeroespacial (Journal brésilien du droit de l'espace), No 67 (septembre 1995), p. 2 à 8.

Publications portant sur le droit de la mer

"Nacionalidade dos navios" (Nationalité des navires), Problemas Brasileiros, vol. 2 (15), (1964), p. 13 à 28.

"Límite interior do mar territorial com baías" (Établissement de la ligne de base de la mer territoriale dans le cas des baies) paru dans Estudios de Derecho Internacional Marítimo (en l'honneur de José Luis de Azcárraga), Madrid, Sindicato Nacional de la Marina Mercante (1969), p. 61 à 79.

"Pirateria : tema antigo e moderno" (Les actes de piraterie : un sujet vieux et nouveau), Problemas Brasileiros, vol 8 (82), (1970), p. 15 à 34.

Natureza Jurídica e Delimitação do Mar Territorial (Nature juridique de la mer territoriale et sa délimitation), 2e éd., São Paulo, Revista dos Tribunais (1970).

"Regulamentação do mar territorial brasileiro" (Réglementation de la mer territoriale du Brésil), paru dans Problemas Brasileiros (1971), p. 5 et suivantes.

"A próxima conferência sobre direito do mar e seus antecedentes" (La prochaine conférence sur le droit de la mer et ses antécédents), Problemas Brasileiros, vol. 10 (109), (1972), p. 6 à 26.

"A Terceira Conferência das Nações Unidas sobre o Direito do Mar" (La troisième Conférence sur le droit de la mer), paru dans Anuario del Instituto Hispano-Luso-Americano de Derecho Internacional, Madrid (1973), p. 481 à 490.

"Brazilian Law of the Sea", Revista da Faculdade de Direito da USP (1973), p. 71 à 90.

"A Corte Internacional de Justiça e o Direito do Mar" (La Cour internationale de Justice et le droit de la mer), Revista da Faculdade de Direito da Universidade de São Paulo (1976), p. 239 à 262.

"Brazil", paru dans The Changing Law of the Sea – Western Hemisphere Perspectives (resp. de publ. : R. Zacklin), Carnegie Endowment for International Peace, Leiden-Sijthoff (1974), p. 135 à 148.

"Delimitação dos espaços marítimos : velho e novo tema" (Délimitation des espaces maritimes : sujet vieux, sujet nouveau), paru dans TEMIS, Université de Saragosse (1973-1974), p. 252 à 272.

"O direito internacional do mar e a Conferência de Caracas" (Le droit de la mer et la Conférence de Caracas), paru dans Problemas Brasileiros (1974), p. 12 à 31.

"Preservação dos mares : a contribuição do Direito Internacional" (Préservation de la mer : la contribution du droit international), As Tendências atuais do Direito Público, Rio de Janeiro, Forense (1976), p. 241 à 269.

"Le droit de la mer dans la jurisprudence de la Cour internationale de Justice", Thesaurus Acroasium, vol. VII, Thessalonique (1977), p. 263 à 339.

"O Novo Direito do Mar e a América Latina" (Le nouveau droit de la mer et l'Amérique latine), paru dans Primeras Jornadas Latino-Americanas de Derecho Internacional, Université catholique Andrés Bello, Caracas (1979), p. 532 à 574.

"Contenido y Metodologia sobre la Enseñanza del Derecho del Mar" (Enseignement du droit de la mer : contenu et méthodologie), Séminaire sur l'enseignement du droit international, Bogota (1979), p. 227 à 248.

"A Nova Convenção sobre Direito do Mar" (La nouvelle Convention sur le droit de la mer), Problemas Brasileiros (octobre 1980), p. 16 à 31.

"The Technological Impact on the Law of the Sea", Law Technology (Quarter 1982), p. 39 à 61.

"The role of informal negotiations in the search for a consensus on the law of the sea", The Exclusive Economic Zone. A Latin American Perspective, publié par Francisco Orrego Vicuña. Foreign Relations of the third world, No 1, Boulder, Colorado, Westview (1984), p. 61 à 74.

"A plataforma continental na nova Convenção sobre Direito do Mar : o conceito de prolongamento natural" (Le plateau continental dans la nouvelle Convention sur le droit de la mer : la notion de prolongement naturel), paru dans O Direito na Década de 1980, Mélanges en l'honneur de Hely Lopes Meirelles, São Paulo, Revista dos Tribunais (1985), p. 150 à 167.

"Les sources du droit de la mer", paru dans Traité du droit de la mer (resp. de publ. : René-Jean Dupuy et Daniel Vignes), Paris, Economica (1985), p. 28 à 121.

"Le plateau continental dans la Convention de 1982 sur le droit de la mer", Recueil des cours de l'Académie de droit international (1985) (V), 194, p. 273 à 427.

"La codification des normes sur le plateau continental", Le droit international à l'heure de sa codification, Mélanges en l'honneur de Roberto Ago, Milano, Giuffrè, p. 307 à 322.

"Natureza jurídica e delimitação do mar territorial na Convenção das Nações Unidas sobre o Direito do Mar" (La nature juridique de la mer territoriale et sa délimitation dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer), paru dans Temas de Derecho Internacional (en l'honneur de Frida M. Pfirter de Armas Barea (resp. de publ. : Raul E. Vinuesa), (Fundación del Centro de Estudios Internacionales de Buenos Aires, 1989), p. 127 à 138.

"Direito do Mar : os níveis da política e os fatores em causa" (Le droit de la mer : aspects politiques et facteurs en jeu), Temas da Política Externa Brasileira (Thèmes de la politique étrangère brésilienne), Brasilia, IPRI-Atica (1989), p. 195 à 216.

"Nova Ordem internacional : fundos oceânicos e solução de controvérsias no direito do mar" (Nouvel ordre international : fonds marins profonds et règlement pacifique des différends dans le cadre du droit de la mer), paru dans O Direito na Década de 1990, Mélanges en l'honneur d'Arnoldo Wald, São Paulo, Revista dos Tribunais (1994), p. 365 à 383.

"Codification du droit de la mer : perspectives et nouveaux développements", dans International Law for International Relations, travaux du Congrès des Nations Unies sur le droit public international, New York (mars 1995), Kluwer Law International (publié pour et au nom de l'Organisation des Nations Unies), p. 262 à 270.

WARIOBA, Joseph Sinde
(République-Unie de Tanzanie)

RÉSUMÉ

Le juge Warioba est actuellement membre du Tribunal international du droit de la mer. Son mandat expire le 30 septembre 1999. Les membres du Tribunal sont élus pour un mandat de neuf ans. La première élection des membres du Tribunal à sa création a été faite par tirage au sort. Le juge Warioba a eu un mandat de trois ans. À cet égard, le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie est convaincu que le renouvellement du mandat du juge Warioba servira les intérêts du Tribunal qui en est encore au stade de la formation. Le Gouvernement tanzanien est certain que, s'il était réélu, le juge Warioba continuera d'apporter une contribution constructive aux travaux du Tribunal international du droit de la mer.

Comme on peut le constater à la lecture de la notice biographique ci-jointe, le juge Warioba possède toutes les qualifications requises pour servir en tant que membre du Tribunal international du droit de la mer. Il a participé aux travaux du Comité des utilisations pacifiques du fond des mers de 1971 à 1973. Il a ensuite été chef de la délégation tanzanienne et a participé à toutes les sessions de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer de 1973 à 1982. Entre 1983 et 1986, il a présidé le Comité préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer.

Le juge Warioba a aussi exercé de hautes fonctions politiques : il a été Premier Ministre et premier Vice-Président de la République-Unie de Tanzanie de 1985 à 1990, il a été auparavant Procureur général de 1976 à 1983 puis Procureur général et Ministre de la justice de 1983 à 1985. Juriste éminent, le juge Warioba est l'auteur de nombreuses publications sur le droit international, le droit humanitaire et les droits de l'homme ainsi que le droit de la mer.

Né le 3 septembre 1940, à Bunda (République-Unie de Tanzanie)

1966	Licence en droit de l'Université de l'Afrique de l'Est de Dar es-Salaam.
1970	Académie de droit international de La Haye.
1970	Voyage d'étude organisé par l'UNITAR à l'Organisation des Nations Unies et la Banque mondiale à l'intention des boursiers.
1996	Juge au Tribunal international du droit de la mer.
1966-1968	Procureur attaché au cabinet du Procureur général à Dar es-Salaam.
1968-1970	Avocat-conseil attaché à la municipalité de Dar es-Salaam.

1971-1975 Directeur de la Division juridique et des organisations internationales au Ministère des affaires étrangères à Dar es-Salaam.

1975 Assistant du Procureur général de Dar es-Salaam.

1976-1983 Procureur général.

1983-1985 Ministre de la justice et Procureur général de la République.

1985-1990 Premier Ministre.

1966 Délégué à la Conférence de l'UNESCO, Paris.

1967 Délégué à la Conférence de l'Organisation de l'unité africaine sur les réfugiés en Afrique, Addis-Abeba.

1968 Délégué à la Conférence sur les droits de l'homme, Téhéran.

1968-1969 Délégué à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités, Vienne.

1968-1984 Délégué de la République-Unie de Tanzanie à quelques sommets et Conseils des ministres de l'Organisation de l'unité africaine.

1971-1981 Représentant de la République-Unie de Tanzanie aux sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies.

1971-1973 Délégué au Comité des utilisations pacifiques du fond des mers.

1973-1982 Chef de la délégation tanzanienne à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, Caracas, Genève, New York et Montego Bay (Jamaïque).

1983-1986 Président du Comité préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer.

1968-1969 Membre de l'équipe d'experts de l'Organisation de l'unité africaine chargée de rédiger la Convention de l'OUA sur les réfugiés.

1969-1971 Représentant de la République-Unie de Tanzanie à la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

1981-1983 Membre du Groupe d'experts chargé de rédiger la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, Banjul (Gambie).

1993 Membre du Groupe d'experts sur la Constitution, Das es-Salaam
1996 Président de la Commission nationale de lutte contre la
corruption.

A dirigé des séminaires sur le droit de la mer à l'Université de Dar es-Salaam entre 1976 et 1980 et participé à de nombreux séminaires nationaux et internationaux sur le droit constitutionnel, le droit humanitaire, les droits de l'homme et le droit international. Publications de caractère général sur le droit constitutionnel, les droits de l'homme et le droit de la mer

WOLFRUM, Rüdiger

(Allemagne)

RÉSUMÉ

Études

Rüdiger Wolfrum est né à Berlin le 13 décembre 1941. Après ses études secondaires et son service militaire (marine allemande), il a suivi toute la filière des études de droit en Allemagne, obtenant en 1973 le diplôme d'État, niveau II. Diplômé de la faculté de droit en 1973 également, il est devenu professeur-assistant à l'Institut de droit international (faculté de droit et d'économie) de l'Université de Bonn. Il a fait pendant un an (1977-1978) des travaux d'étude au Center for Oceans Law and Policy de l'Université de Virginie.

Fonctions professionnelles

Rüdiger Wolfrum est professeur de droit public et de droit international public et a occupé des chaires aux Universités de Mayence (1982) et de Kiel (1982-1993); il est depuis 1993 titulaire d'une chaire à l'Université de Heidelberg. Il a été Directeur de l'Institut de droit international de l'Université de Kiel; élu vice-recteur de cette université en 1990, il a occupé cette fonction jusqu'à 1993. Il a été juge à la Cour d'appel pour les questions administratives à Lunebourg et à Schleswig (1986-1993), traitant le plus souvent d'affaires de droit de l'environnement. Il est depuis 1993 Directeur de l'Institut Max Planck de droit public comparé et de droit international, dont les travaux figurent au premier plan des études allemandes dans ce domaine.

Activités internationales

Rüdiger Wolfrum a eu, et a toujours, des activités internationales diverses. Il a été membre de la délégation allemande à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1980-1982), participant aux négociations sur la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, en particulier les négociations concernant la politique de production. Il a également participé (1982) aux travaux de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer.

Il est activement associé depuis 1982 aux travaux concernant l'Antarctique. Il était membre de la délégation allemande à la quatrième Réunion consultative extraordinaire relative aux ressources minérales de ce continent (1983-1988), dont il a aussi présidé le Groupe de travail juridique (1985-1988). Il a participé à plusieurs autres réunions consultatives tenues en application du Traité sur l'Antarctique et a été de 1993 à 1998, Président du Groupe d'experts chargé d'élaborer pour le Protocole au Traité (relatif à la protection de l'environnement) une annexe régissant la responsabilité des dégradations de l'environnement.

Rüdiger Wolfrum a été élu en 1990 parmi les experts indépendants que les États parties à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de

/...

discrimination raciale désignent pour siéger au Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale.

Publications

Rüdiger Wolfrum a publié de très nombreux travaux sur diverses questions de droit international public. Son principal ouvrage consacré au droit de la mer traite de l'internationalisation des espaces communs ne relevant pas des juridictions internes (plus de 700 pages); il y détermine et analyse les éléments communs des règles internationales applicables à la haute mer, à l'Antarctique, aux fonds marins et à l'espace et commente longuement le principe du patrimoine commun, question sur laquelle il est revenu dans plusieurs articles. Les autres questions de droit de la mer qu'il a traitées (travaux publiés en allemand ou en anglais) concernent la recherche scientifique marine, la pêche, l'exploitation minière des fonds marins, la délimitation des zones maritimes relevant de la juridiction nationale, la navigation, la protection de l'environnement marin ou encore la structure et les fonctions de l'Autorité internationale des fonds marins. Sur les 120 publications dont il est l'auteur, il en a consacré plus de 40 à des questions de droit de la mer. Il a également publié des travaux traitant du droit applicable à l'Antarctique, étudiant notamment les activités entreprises dans la zone du Traité concernant ce continent, la protection du milieu naturel et la question du statut.

Rüdiger Wolfrum s'est aussi beaucoup intéressé à l'ONU. Il a dirigé la publication d'un ouvrage de référence en deux volumes intitulé «United Nations: Law, Policies and Practice» (1994) et a participé à l'établissement d'un commentaire sur la Charte des Nations Unies (1994) (ces deux ouvrages sont en anglais). Il a aussi étudié tout particulièrement les fonctions de l'ONU en matière de maintien de la paix et de coopération économique et d'un point de vue organique.

Il a par ailleurs analysé des questions de droits de l'homme, en s'appuyant en particulier sur les observations qu'il a faites en participant aux travaux du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale.

Dans ses fonctions de Directeur de l'Institut de droit international de Kiel et de l'Institut Max Planck de Heidelberg, Rüdiger Wolfrum a organisé des colloques sur le droit de la mer, l'ONU, le droit international de l'environnement, les droits de l'homme et l'Antarctique; ces réunions ont permis de rassembler des diplomates, des magistrats et des universitaires venus de différents pays, afin que se noue un dialogue interdisciplinaire et que les représentants de systèmes juridiques différents puissent mieux se comprendre.

Études

- | | |
|-----------------|--|
| 1962 | <u>Études secondaires</u> : obtention de l'Abitur (baccalauréat, 1962), puis service militaire |
| 1964-1969 | Études de droit aux universités de Bonn et de Tübingen |
| 18 janvier 1969 | Diplôme d'État : niveau I |

1969-1973	Avocat stagiaire
29 juin 1973	Diplôme de fin d'études de droit
14 septembre 1973	Diplôme d'État : niveau II
À partir de 1973	Professeur-assistant à l'Institut de droit international de l'Université de Bonn
1er août 1977- 31 juillet 1978	Chercheur au Center for Oceans Law and Policy de l'Université de Virginie; bénéficiaire d'une bourse de la Fondation allemande pour la recherche
Juillet-août 1980, Mars-avril 1981, Mars-avril 1982	Participation à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, membre (suppléant) de la délégation allemande et conseiller auprès du Ministère de l'économie
28 novembre 1980	Doctorat en droit (droit public et droit international public)
6 mai 1982- 30 novembre 1982	Professeur titulaire de la chaire de droit public et de droit international public à la faculté de droit et d'économie de l'Université de Mayence
2 décembre 1982- 30 avril 1993	Professeur titulaire de la chaire de droit public et de droit international public à la faculté de droit de l'Université de Kiel; Directeur de l'Institut de droit international
Juin 1983- mai 1988	Membre de la délégation de la République fédérale d'Allemagne et Président du Groupe de travail juridique (à partir de 1985) à la quatrième Réunion consultative extraordinaire du Traité sur l'Antarctique relative aux ressources minérales de l'Antarctique
Août- septembre 1983	Membre de la délégation de la République fédérale d'Allemagne à la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer
29 avril 1986- 30 avril 1993	Juge à la Cour d'appel pour les questions administratives des Länder de Basse-Saxe et Schleswig-Holstein; depuis 1991, juge à la cour d'appel pour les questions administratives du Land de Schleswig-Holstein
Août- septembre 1987	Professeur invité à la faculté de droit de l'Université du Minnesota, Minneapolis
Janvier 1990	Élu membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale; réélu en 1994

1er juin 1990- 30 avril 1993	Vice-Recteur de l'Université Christian-Albrechts de Kiel
Août- septembre 1990	Professeur invité à la faculté de droit de l'Université du Minnesota, Minneapolis
1er octobre 1990- 30 septembre 1996	Conseiller auprès du corps enseignant pour le programme d'enseignement supérieur en gestion des affaires et innovations, Kiel
Depuis le 1er janvier 1992	Conseiller auprès du corps enseignant pour le programme d'enseignement supérieur en droit interne et international de l'environnement, Kiel
Depuis le 30 juin 1992	Membre du Sénat de la Fondation pour la recherche allemande; réélu en 1995
Depuis le 1er mai 1993	Directeur de l'Institut Max Planck de droit public comparé et de droit international, Heidelberg
Septembre- octobre 1993	Professeur invité à la faculté de droit de l'Université du Minnesota, Minneapolis
1er janvier 1994 30 novembre 1997	Directeur exécutif de l'Association allemande pour les Nations Unies
Depuis le 1er mars 1994	Membre du Conseil de l'Association allemande du droit international
Depuis le 1er septembre 1994	Membre du Conseil d'administration de l'Institut du droit de la mer à l'Université d'Hawaii
Depuis le 15 novembre 1995	Membre du Comité du Conseil d'administration de "Stiftung für marine Geowissenschaften" [Fondation pour les sciences géomarines (GEOMAR)]
Depuis le 26 juin 1996	Vice-Président de la German Research Foundation
Depuis le 1er août 1996	Juge au Tribunal international du droit de la mer
Depuis le 5 octobre 1996	Vice-Président du Tribunal international du droit de la mer
Depuis le 20 mars 1997	Membre du Conseil de la "Deutsche Gesellschaft für Völkerrecht" (Société allemande du droit international)

Publications

I. Ouvrages (auteur ou éditeur)

Die innerparteiliche demokratische Ordnung nach dem Parteiengesetz
(La structure démocratique des partis politiques à la lumière de la loi sur les partis politiques) (Berlin, 1974).

Handbuch Vereinte Nationen (Manuel des Nations Unies) (coéditeurs : Norbert J. Prill et Jens A. Brückner) (Munich, 1977) (578 pages).

Deep Sea-bed Mining in the Law of the Sea Negotiation (II): Toward a Balanced Development System (coéditeurs : John Norton Moore, Philip Stopford et Jutta Stender) (Charlottesville, Va. 1979).

Die Internationalisierung staatsfreier Räume: internationale Verwaltung von Antarktis, Weltraum, Hohe See und Meeresboden (L'internationalisation des espaces communs ne relevant pas des juridictions internes : mise en place d'une administration internationale de l'Antarctique, de l'espace, de la haute mer et des fonds marins) (Berlin, 1984).

Antarctic Challenge, Actes d'un Symposium interdisciplinaire (éditeur) (Berlin, 1984).

Recht auf Information – Schutz vor Information, Menschen – und staatsrechtliche Aspekte (Le droit d'accès à l'information – Comment se défendre contre l'information – les droits des États) (éditeur) (Berlin, 1986).

Antarctic Challenge II, Actes d'un Symposium interdisciplinaire, (éditeur) (Berlin, 1986).

Staatsgebiete und staatsfreie Räume – Studienbrief, (Territoires nationaux et espaces communs internationaux – Une brève introduction), Deutsches Institut für Fernstudien der Universität Tübingen.

Antarctic Challenge III, Actes d'un Symposium interdisciplinaire (éditeur) (Berlin, 1988).

International Law and Municipal Law, Actes du Colloque germano-soviétique sur le droit international, (coéditeur : Grigory Tunkin) (Berlin, 1988).

Völkerrecht, Band I/1, begründet von Georg Dahm (Droit international, vol. I/1, fondé par Georg Dahm, nouvellement revu, mis à jour (coéditeur : Jost Delbrück) (Berlin, 1989).

Die Reform der Vereinten Nationen: Möglichkeiten und Grenzen (La réforme des Nations Unies : possibilités et limites) (éditeur) (Berlin, 1989).

Des Menschen Recht zwischen Freiheit und Verantwortung, Festschrift für Karl Josef Partsch (Les droits de l'homme dans la perspective des libertés et de la responsabilité, Essais en l'honneur de Karl Josef Partsch)

(coéditeurs : Jürgen Jekewitz, Karl Heinz Klein, Jörg-Detlev Kühne, Hans Petersmann) (Berlin, 1989).

Meereswirtschaft in Europa: Rechtliche und ökonomische Rahmenbedingungen (Économie marine en Europe : cadre juridique et économique) (coauteurs : Juergen B. Donges, Federico Foders, Enno Harders) (Tübingen, 1989).

Strengthening the World Order: Universalism v. Regionalism, Symposium organisé à l'occasion du soixante-quinzième anniversaire de l'Institut du droit international (éditeur) (Berlin, 1990).

Handbuch Vereinte Nationen (éditeur), deuxième édition (Manuel des Nations Unies) (Munich, 1991).

Law of the Sea at the Crossroads: The Continuing Search for a Universally Accepted Régime (éditeur) (Berlin, 1991).

The Convention on the Regulation of Antarctic Mineral Resource Activities (La Convention sur la réglementation des activités relatives aux ressources minérales de l'Antarctique) (Berlin, 1991).

Wirtschafts – und Gesellschaftsrecht Osteuropas im Zeichen des Übergangs zur Marktwirtschaft (Le droit économique et social en Europe de l'Est au cours de la période de transition vers l'économie de marché) (coéditeurs : F. J. Säcker et W. Seiffert), vol. 1, Schriftenreihe zum osteuropäischen Recht (Série de publications sur le droit de l'Europe de l'Est) (Munich, 1992).

Die Rechtslage ausländischer Investitionen in den Nachfolgestaaten der Sowjetunion (Statut juridique applicable aux investissements étrangers dans les États de l'ex-Union soviétique) (coéditeurs : F. J. Säcker et W. Seiffert), vol. 2, Schriftenreihe zum osteuropäischen Recht (Série de publications sur le droit de l'Europe de l'Est) (Munich, 1993).

Marktzutrittsbarrieren in den USA und Kanada. Der Markt für meeresstechnische Güter und Dienstleistungen (Obstacles à l'accès aux marchés des États-Unis et du Canada. Le marché des biens et services dans la technologie maritime) (coauteurs : F. Foders, P.-T. Stoll et I. Townsend-Gault), Kieler Studien (éditeur : H. Siebert), vol. 257 (Tübingen, 1993).

Anerkennung und Vollstreckung ausländischer Entscheidungen in Osteuropa (Reconnaissance et exécution des jugements étrangers en Europe de l'Est) (coéditeurs : F. J. Säcker et W. Seiffert), vol. 3, Schriftenreihe zum osteuropäischen Recht (Série de publications sur le droit de l'Europe de l'Est) (Munich, 1994).

Verfahren der Kandidatenaufstellung und der Wahlprüfung im europäischen Vergleich (Désignation des candidats et processus électoral dans les pays européens : une étude comparative) (coéditeur : G. Schuster) (Baden-Baden, 1994), 213 pages.

United Nations: Law, Policies and Practice (coéditeur : C. Philipp)
(Dordrecht, 1995).

Economic and Legal Aspects of International Environmental Agreements – The case of enforcing and stabilising an international CO₂ agreement, Kieler Arbeitspapiere/Documents de travail de Kiel, No 711 (coauteurs : J. Heister, E. Mohr, W. Plesmann, F. Stähler et T. Stoll) (Kiel, 1995).

Collaboration (avec les autres membres du groupe de travail) à la rédaction du mémorandum intitulé "Forschungsfreiheit – Ein Plädoyer für bessere Rahmenbedingungen der Forschung in Deutschland" (Liberté de la recherche – plaidoyer pour l'amélioration des conditions de la recherche en Allemagne) German Research Foundation, Weinheim, 1996.

Accès aux ressources génétiques dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique et de la législation de la République fédérale d'Allemagne (avec P.-T. Stoll), Berichte des Umweltbundesamtes (Rapports de l'Agence fédérale de l'environnement) (Federal Environment Agency), vol. 7, Berlin, 1996 (en allemand et en anglais).

"Gespräch mit D. Granow über den Antarktisvertrag und rechtsfreie Räume" (Discussion avec D. Granow sur le Traité de l'Antarctique et les territoires au-delà des limites de la juridiction nationale), TechnikDialog (Deutsches Museum Bonn im Gespräch mit Wissenschaft und Technik, P. Frieß and P.M. Steiner), vol. 7, Bonn, 1997.

"Le droit à un procès équitable" Beiträge zum ausländischen öffentlichen Recht und Völkerrecht", vol. 129 (ed. avec David Weissbrodt, Heidelberg, 1997).

II. Articles

"Die Bewertung innerparteilicher Vorgänge bei der Zulassung von Parteiwahlvorschlägen zu Landtags – und Bundestagswahlen" (Pertinence des décisions prises par les partis s'agissant des candidatures au Parlement national allemand et aux parlements locaux), Zeitschrift Für Parlamentsfragen (1975), p. 323 à 340.

"Die Beschränkungen für die Freiheit der Schifffahrt durch das Kanadische 'Arctic Waters Pollution Prevention Act' sowie die internationalen Übereinkommen zum Schutze der Meeresumwelt" (Restrictions imposées à la liberté de navigation par la loi canadienne sur la prévention de la pollution des eaux de l'Arctique et les accords internationaux visant à assurer la protection de l'environnement marin), Berichte der Deutschen Gesellschaft für Völkerrecht, vol. 15, (1975), p. 143 à 162.

"Der Umweltschutz auf Hoher See – Internationale wie nationale Massnahmen und Bestrebungen" (La protection de l'environnement de la haute mer : mesures prises à l'échelon international et national et efforts déployés), Verfassung und Recht in Übersee (1975), p. 201 à 219.

"Der Schutz der Familie durch Art. 8 MRK sowie Art. 16 und 19 Ziff. 6 der Europäischen Sozialcharta" (La protection de la famille dans le cadre de l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que des articles 16 et 19 (par. 6) de la Charte sociale européenne) Die Friedenswarte, vol. 58 (1975), p. 264 à 278.

"Der Schutz der Meeresforschung im Völkerrecht" (La protection de la recherche scientifique marine en droit international), Annuaire allemand de droit international, vol. 19 (1976), p. 99 à 127.

"Bearbeitung Folgender Stichworte in dem o. g. Handbuch Vereinte Nationen" (Analyse de certains mots clefs utilisés dans le Manuel des Nations Unies), à savoir : Beitragssystem, Haushalt (Contributions, budget) (p. 40 à 48), OMCI (p. 204 à 207); Seerecht (Droit de la mer) (p. 382 à 391); Streitschlichtung (Règlement des différends) (p. 430 à 437); Weltraumrecht (Espace extra-atmosphérique) (p. 520 à 523) (Munich, 1977).

"Die Fischerei auf Hoher See" (La pêche hauturière), Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht (ZaöRV), vol. 38, (1978), p. 659 à 709.

"Transfer of Technology: Critical Remarks and Suggestions for Change", dans Alternatives in Deep-Sea-Mining, Actes de l'Institut du droit de la mer de l'Université d'Hawaii (1979), p. 35 à 45.

"Reports of Member States Before the United Nations Human Rights Committee on the International Covenant on Political and Civil Rights", dans World in Transition: Challenges to Human Rights, Development and World Order, édité par H. H. Han (Washington, 1979), p. 55 à 63.

"The Common Heritage Principle: State Equality Versus Equity" dans World in Transition: Challenges to Human Rights, Development and World Order, édité par H. H. Han (Washington, 1979), p. 297 à 304.

"Der Ausschluss von Einwendungen im Anhörungsverfahren und sein Einfluss auf den Verwaltungsrechtsschutz" (non-admission des objections lors des audiences et incidences pour la protection de l'individu), Die öffentliche Verwaltung (DÖV) (1979), p. 497 à 502.

"Der Mondvertrag von 1979 – Weiterentwicklung des Weltraumrechts" (Accord régissant les activités des États sur la Lune et les autres corps célestes de 1979 – Faits nouveaux intervenus en matière de droit de l'espace), Europa-Archiv (1980), p. 665 à 672.

"Neue Elemente im Willensbildungsprozess internationaler Wirtschaftsorganisationen" (Nouveaux aspects de la procédure de prise de décision dans les organisations économiques internationales), Zeitschrift Vereinte Nationen (VN) (1981), p. 50 à 56.

"Durchsetzung von Umweltbelangen im Verwaltungsverfahren am Beispiel der Bauleitplanung" (Exécution des normes relatives à l'environnement prévues

par les procédures administratives en matière de développement urbain), Die öffentliche Verwaltung (1981), p. 606 à 614.

"Renationalisierung des Fischereiregimes" (Nouvelle nationalisation des pêcheries), Die Plünderung der Meere (édité par Wolfgang Graf Vitzthum) (Francfort, 1981), p. 231 à 246.

"Restricting the Use of the Sea to Peaceful Purposes: Demilitarization in Being?", Annuaire allemand de droit international 24 (1981), p. 200 à 241.

"German National Legislation on Deep Sea-bed Mining", dans Marine Mining: A New Beginning, Hilo, (Hawaii, 1982), p. 236 à 252.

"Indemnität im Kompetenzkonflikt zwischen Bund und Ländern" (La détermination de l'indemnité en cas de conflit de juridiction entre la Fédération et les États), DÖV (1982), p. 674 à 680.

"Entwicklungen neuer Weltordnungen" (Mise en place de nouveaux ordres mondiaux), Das Parlament, 10 septembre 1983, p. 6.

"Die Bundesrepublik Deutschland und die Seerechtskonvention" (La République fédérale d'Allemagne et la Convention sur le droit de la mer), Europa-Archiv (1983), p. 83 à 92.

"Die Seerechtskonvention – Ein Markstein auf dem Weg zur Staatengemeinschaft?" (La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer – une première étape sur la voie d'une communauté d'États), VN (1983), p. 69 à 78.

"The Principle of the Common Heritage of Mankind", ZaÖRV (1983), p. 311 à 337.

"Die Auflösung des 9. Deutschen Bundestages vor dem BVerfG – BVerfGE 62, 1" (La dissolution du neuvième Parlement fédéral allemand devant le Tribunal fédéral constitutionnel, Décisions du Tribunal fédéral constitutionnel 62,1 (coauteur : Jost Delbrück), Juristische Schulung (1983), p. 758 à 764.

"International Administrative Unions" (p. 42 à 49); "International Organizations, Financing and Budgeting" (p. 115 à 119); "Pluri-national Administrative Institutions" (p. 235 à 238), R. Bernhardt (éditeur), Encyclopedia of Public International Law, Instalment 5 (1983).

"The Use of Antarctic Non-Living Resources: The Search for a Trustee?", Antarctic Challenge (Berlin, 1984), p. 143 à 163.

"Die UN-Seerechtskonvention in der Perspektive der Neuen Weltwirtschaftsordnung" (La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer dans la perspective du nouvel ordre économique mondial), Das neue Seerecht (Berlin, 1984), p. 143 à 163.

"Die grenzüberschreitende Luftverschmutzung im Schnittpunkt von nationalem Recht und Völkerrecht" (Pollution aérienne transfrontière au centre du

droit interne et international), Deutsches Verwaltungsblatt (1984), p. 493 à 501.

"Die Kunstfreiheitsgarantie des Grundgesetzes" (La liberté des arts à la lumière de la Constitution allemande), Schleswig-Holsteinische Anzeigen (1984), p. 2 à 8.

"Entwicklungen neuer Weltordnungen" (Mise en place de nouveaux ordres mondiaux), Vereinte Nationen, Themenheft 5 (édité par le Bundeszentrale für politische Bildung) (Bonn, 1984), p. 32 à 36.

"Die amerikanische Seerechtspolitik" (La politique américaine touchant le droit de la mer), Europa-Archiv (1984), p. 317 à 325.

"The Problems of Limitation and Prohibition of Military Use of Outer Space", ZaöRV (1984), p. 784 à 805.

"Der Schutz des Kindes im Völkerrecht" (La protection de l'enfant en droit international), Schriften der Hermann-Ehlers-Akademie, H. 16 (1984), p. 24 à 34.

"Internationale Organisationen" (Les organisations internationales), Ergänzbare Lexikon des Rechts (édité par Ignaz Seidl-Hohenveldern, Neuwied und Darmstadt) (1982), Gruppe 4/490, 10 pages; Luftraum, *ibid.* (1986), Gruppe 4/650, 2 pages.

"The Legal Status of Sinti and Roma in Europe: A Case Study Concerning the Shortcomings of the Protection of Minorities", dans l'Annuaire européen, Vol. XXXIII (1985), Dordrecht/Boston/Lancaster (1986), p. art. 75 à 91.

"Antarctica" dans Conflicts, Options, Strategies in a Threatened World, édité par W. Kaltefleiter et U. Schumacher (Kiel, 1986), p. 213 à 232.

"Das moderne Seerecht – eine angemessene Antwort auf neue technologische Entwicklungen?" (Le droit moderne de la mer : une réponse appropriée aux nouvelles évolutions technologiques), Technologischer Fortschritt als Rechtsproblem, édité par l'Université de Heidelberg (1986), p. 92 à 100.

"Konsens im Völkerrecht" (Le consensus en droit international), Mehrheitsprinzip, Konsens und Verfassung, édité par H. Hattenhauer et W. Kaltefleiter, Heidelberg (1986), p. 79 à 91.

"Verfassungsrechtliche Fragen der Zweitanmeldung von Arzneimitteln, Pflanzenbehandlungsmitteln und Chemikalien – Zugleich ein Beitrag zum Schutz technischer Innovationen" (Questions constitutionnelles que soulèvent les deuxièmes demandes d'homologation pour ce qui est des produits pharmaceutiques, des produits de traitement des plantes et des produits chimiques – la protection des innovations techniques), GRUR (1986) p. 512 à 518.

"Die Küstenmeergrenzen der Bundesrepublik Deutschland in Nord – und Ostsee" (Les limites de la mer territoriale de la République fédérale d'Allemagne

dans la mer du Nord et la mer Baltique), Archiv des Völkerrechts (AVR) (1986), p. 247 à 276.

"Means of Ensuring Compliance with an Antarctic Mineral Resources Regime", dans Antarctic Challenge II (Berlin, 1986), p. 177 à 190.

"International Law of Cooperation", p. 193 à 198, dans Bernhardt (éditeur), Encyclopedia of Public International Law, Instalment 9 (1986).

"Rechtliche Ordnung des Weltraums" (L'ordre juridique de l'espace extra-atmosphérique), Weltraum und internationale Politik (édité par Kaiser et Frhr. v. Welck) (Munich, 1987), p. 241 à 252.

"Weltraumpolitik der Vereinten Nationen" (La politique des Nations Unies en matière d'espace extra-atmosphérique), Weltraum and international Politik, édité par Kaiser et Frhr. v. Welck (Munich, 1987), p. 451 à 462.

"The Emerging Customary Law of Marine Zones: State Practice and the Convention on the Law of the Sea", dans Annuaire néerlandais de droit international, vol. XVIII (1987), p. 121 à 144.

"Internationalization", p. 268 à 271, "Internationally Wrongful Acts", p. 271 à 277, "Reparation for Internationally Wrongful Acts", p. 352 et 353, (édité par R. Bernhardt) dans Encyclopedia of Public International Law, Instalment 10 (1987).

"Anmerkung zur C-Waffen-Entscheidung des Bundesverfassungsgerichts" (Note sur la décision prise par le Tribunal constitutionnel fédéral suprême en matière d'armes chimiques), décision du 29 octobre 1987, EuGRZ (1988), p. 295 à 297.

"Internationale Rahmenbedingungen für eine Förderung der Meereswirtschaft" (Le cadre juridique de l'ordre économique maritime), Christiana Albertina, Heft 26 (nouvelle édition) (avril 1988), p. 13 à 17.

"Im Bonner Kommentar: Zweitbearbeitung von Art. 27, 61, 124, 125" dans Commentaires de Bonn : commentaires sur les articles 27, 61, 124, 125, Deuxième révision, 55, Lieferung (1988).

"Ursprüngliche Aufgabenzuweisung und jetzige Aktivitäten der Vereinten Nationen: Faktischer Wandel und normative Bewertung" (Premières fonctions confiées à l'ONU et activités actuelles (évolution et évaluation); la réforme de l'ONU : possibilités et limites), dans Die Reform der Vereinten Nationen; Möglichkeiten und Grenzen (Berlin, 1989), p. 129 à 156.

"Coastal Fisheries", p. 61 à 63, "Common Heritage of Mankind", p. 65 à 69, "Fisheries, International Regulation", p. 109 à 113; "Fishery Commissions", p. 117 à 121 (édité par R. Bernhardt) dans Encyclopedia of Public International Law, Instalment 11 (1989).

"Reflagging and Escort Operations in the Persian Gulf: International Law Perspective", Virginia Journal of International Law, vol. 29 (1989), p. 387 à 399.

"The Progressive Development of Human Rights: A Critical Appraisal of Recent UN Efforts", Festschrift für Karl Josef Partsch (Essais en l'honneur de Karl Josef Partsch) (Berlin, 1989), p. 67 à 95.

"Vorbeugung und Bewältigung von Krisen im Völkerrecht" (Mesures préventives et solutions des crises en droit international), Krise und Krisenmanagement in den internationalen Beziehungen, édité par Hanspeter Neuhold et Hans-Joachim Heinemann (Stuttgart, 1989), p. 13 à 30.

"Die Einrichtung der Verwaltungsgerichtsbarkeit und der Verwaltungsrechtsprechung in Schleswig-Holstein bis 1945", (La mise en place de tribunaux administratifs et d'une juridiction administrative) dans le Schleswig-Holstein jusqu'en 1945 dans "100 Jahre Verwaltungsgerichtsbarkeit in Schleswig-Holstein", Schleswig-Holsteinische Anzeigen (1989), p. 17 à 21.

"The Polar Regions: Legal Aspects", dans The Polar Regions and their Strategic Significance, édité par Lucius Caflisch et Fred Tanner, Programme for Strategic and International Security Studies, PSIS Special Studies Number 2 (1989), p. 3 à 18.

"Die Umsetzung des Seerechtsübereinkommens in nationales Recht" (Application de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer en droit interne), Vereinte Nationen (1990), p. 20 à 23.

"Tiefflüge vor den Verwaltungsgerichten" (Les tribunaux administratifs et les vols à basse altitude), NVwZ (1990), p. 237 à 240.

"Die UN-Konvention über die Rechte des Kindes: Entwicklung, Inhalt und Einbettung in den internationalen Menschenrechtsschutz" (La Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant : genèse, contenu et intégration dans la protection des droits de l'homme sur le plan international), dans Dokumentation "UN-Konvention über die Rechte des Kindes" (1990), p. 7 à 19.

"Das Verbot der Rassendiskriminierung im Spannungsfeld zwischen dem Schutz individueller Freiheitsrechte und der Verpflichtung des einzelnen im Allgemeininteresse" (Prohibition de la discrimination raciale : conflit entre la protection des libertés individuelles et l'obligation de l'individu au regard de l'intérêt public), dans Kritik und Vertrauen, Festschrift für Peter Schneider (Frankfurt am Main, 1990), p. 515 à 525.

"Recht der Flagge und 'Billinge Flaggen': Neuere Entwicklungen im Völkerrecht" (Le droit du pavillon et les pavillons de complaisance : évolution du droit international), Berichte der Deutschen Gesellschaft für Völkerrecht, No 31 (1990), p. 121 à 147.

"Ziele und Grundsätze des Internationalen Umweltschutzrechts" (Buts et principes du droit international de l'environnement), Antrittsrede zur Übernahme des Prorektorats am 31 mai 1990, 20 pages.

"Antarctica After 1991: A Possible Scenario", conférence prononcée devant le Conseil chilien des relations étrangères, Série des conférences (1990), 20 pages.

"Antarctica" (édité par L. Bernhardt, dans Encyclopedia of Public International Law, Instalment 12, 10 pages (coauteur : Klemm).

"Objectives and Principles of International Environmental Law", Annuaire allemand de droit international 33 (1990), p. 308 à 330.

"Kommentierung der Präambel und von Art. 1, 18, 55 (a) und (b), 56" (Commentaire sur le préambule et les articles 1, 18, 55 a) et b), 56), dans Charta der Vereinten Nationen, Kommentar (édité par B. Simma en collaboration avec H. Gemeinschaft, Mosler, Randelzhofer, Tomuschat et R. Volfrum) (Munich, 1991), 45 pages.

"Einzelne Formen der Nutzung des Weltraums (Geostationäre Umlaufbahn, Telekommunikation, Direct-Broadcasting-Satellites, Navigations- und Notfunksatelliten, Wetterbeobachtungssatelliten" (Utilisations de l'espace extra-atmosphérique : orbite géostationnaire, télécommunications, satellites d'observation météorologique directe), dans Handbuch des Weltraumrechts, Böckstiegel (éditeur) (Cologne, 1991), p. 351 à 424.

"The Unfinished Task: CRAMRA and the Question of Liability", dans The Antarctic Treaty System in World Politics (1991) (édité par Jorgensen-Dahl/Ostreg), p. 120 à 132.

"Bearbeitung folgender Stichworte" (Examen de différents sujets dans le Manuel des Nations Unies, à savoir : 2. Aufl. (1991) (éditeur Wolfrum) : Haushalt (Budget) (p. 268 à 275); Konsens (Consensus) (p. 529 à 534); Meeresbodenbehörde (Autorité des fonds marins) (p. 538 à 544); Rohstoffabkommen/Rohstofffonds (Accord de produits/Fonds commun pour les produits de base) (p. 707 à 714); Seerecht (Droit de la mer) (p. 728 à 738); Stimmrecht und Abstimmungsverfahren (droits et procédures de vote) (p. 806 à 812); Streitschlichtung, friedliche (Règlement pacifique des différends) in dem Handbuch Vereinte Nationen (p. 812 à 820).

"Die Aufgaben der Vereinten Nationen im Wandel: Aus Politik und Zeitgeschichte" (Fonctions de l'Organisation des Nations Unies en transition), Beilage zur Wochenzeitung Das Parlament, B 36/91 (30 août 1991), p. 3 à 13.

"Zweiter Golfkrieg: Anwendungsfall von Kapitel VII der UN Charta" (La deuxième guerre du Golfe : exemple d'application du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies), Zeitschrift Vereinte Nationen, 1991, Heft 4, (coauteurs : Ursula Heinz et Christiane Philipp), p. 121 à 128.

"Decision-making in the Council: An Assessment and Comparison", dans Law of the Sea at the Crossroads: The Continuing Search for a Universally Accepted Régime (Berlin, 1991), p. 59 à 74.

"Japan and the EC in the UN: Prospects for Collaboration", dans Publications du Centre nippon-allemand de Berlin, Série 3, vol. 4 (1991), p. 188 à 194.

"The Decision-making Process of the Council Reconsidered: A Suggestion to Make the Deep Seabed Regime More Responsive to Vested Interests", dans Quinzième séminaire annuel : questions que soulève l'amendement de la partie XI de la Convention sur le droit de la mer (Center for Oceans Law and Policy, faculté de droit de l'Université de Virginie) (1991) (édité par M. H. Nordquist), p. 110 à 124.

"The Legal Status of Minorities in South-Eastern Europe", dans The Changing Political Structure of Europe (éditeurs : von R. Lefebvre M. Fitzmaurice et E. W. Vierdag) (1991), p. 131 à 148.

"Minderheitenschutz in Europa – Die Staatsrechtliche Situation am Beispiel einzelner ausgewählter Staaten-Gutachten erstellt im Auftrag des Schleswig-Holsteinischen Landtages", dans Minderheiten in Europa, Landtagsforum am 7. Juni 1991 (hrsg. von der Präsidentin des Schleswig-Holsteinischen Landtages) (Protection des minorités en Europe – État du droit public tel qu'il ressort de certains rapports nationaux effectués à la demande du Parlement du Schleswig-Holstein, édité par le Président du Parlement du Schleswig-Holstein), p. 121 à 160.

"Wem gehört die Antarktis? Nationale Gebietsansprüche aus völkerrechtlicher Sicht" (À qui appartient l'Antarctique? Revendications territoriales nationales au regard du droit international), dans Geographische Rundschau (1992), Jg. 44, Heft 4, p. 196 à 200.

"The Exploitation of Antarctic Mineral Resources: Risks and Stakes", dans The Antarctic Environment and International Law (éditeurs : J. Verhoeven, P. Sands et M. Bruce) (1992), p. 27 à 31.

"Mitarbeit am Endbericht 'Hemmnisse in den USA und Kanada für den Zugang ausländischer Unternehmen zu Offshore-Aktivitäten und die Lieferung meeres technischer Anlagen und Geräte'" (collaboration au rapport final sur les barrières à l'accès aux États-Unis et au Canada des entreprises étrangères aux activités en mer et à la mise à disposition d'installations et d'équipements techniques marins). Forschungsauftrag des Bundesministers für Wirtschaft, Institut für Weltwirtschaft 1992, vol. I à III.

"Aufgaben der UN nach Art. 55 der Charta – weitreichende Ansätze und eingeschränkter Handlungsspielraum", dans "Strukturreform der UN? Notwendigkeit, Ansätze und Handlungsspielraum einer Reform der Vereinten Nationen im Bereich der wirtschaftlichen Zusammenarbeit" (Fonctions de l'Organisation des Nations Unies en vertu de l'Article 55 de la Charte – tâches immenses, moyens limités) (Reihe Dokumentationen, Informationen,

Meinungen No 42 (März 1992), édité par Deutsche Gesellschaft für die Vereinten Nationen), p. 11 à 16.

"Völker – und europarechtliche Bestimmungen zum Schutze von Ausländern. Bürger unterschiedlichen Rechts – aber nicht rechtlos" (Dispositions applicables à la protection des étrangers, des citoyens qui ne jouissent pas des mêmes droits mais qui ne sont pas sans droits, en droit international et en droit européen), dans Das Parlament, 43. Jg/No. 2-3, 8./15. (janvier 1993), p. 7.

"The Impact of Federalism on the Implementation of International Trade Obligations" (coauteur : professeur Fred L. Morrison), dans National Constitutions and International Economic Law (édité par M. Hilf, E.-U. Petersmann), vol. 8 (1993), p. 519 à 535.

"The Emergence of 'New Minorities'" as a Result of Migration, dans Peoples and Minorities in International Law (édité par C. Brölmann et al.) (1993), p. 153 à 166.

"Die Bundesrepublik Deutschland im Verteidigungsbündnis" (par. 176 : La République fédérale d'Allemagne et les organismes d'autodéfense), dans Handbuch des Staatsrechts, vol. VII: Normativität und Schutz der Verfassung – Internationale Beziehungen (édité par J. Isensee et P. Kirchhof) (1993), p. 647 à 667.

"Der Beitrag regionaler Abmachungen zur Friedenssicherung: Möglichkeiten und Grenzen" (Contribution des arrangements et organismes régionaux au maintien de la paix et de la sécurité internationales : possibilités et limites), dans ZaÖRV, vol. 53, No 3, 1993, p. 567 à 602.

"Antarktis" (Antarctique), dans Staatslexikon, édité par la Görres Society (septième édition), Vol. 7 : Die Staaten der Welt II (Les États du monde II) (1993), p. 863 à 866.

"The Protection of the Environment of the Baltic Sea. The Legal Framework", dans Report of the Third Conference of Baltic University Rectors, 16-19 septembre 1992, Kiel, édité par M. Müller-Wille, recteur de l'Université Christian-Albrechts, Kiel, (1993), p. 71 à 76.

"Die Weltmenschenrechtskonferenz – Perspektiven für die Entwicklung des internationalen Menschenrechtsschutzes" (La Conférence mondiale des droits de l'homme – Perspectives en ce qui concerne le développement de la protection des droits de l'homme au plan international), dans Europa-Archiv., vol. 48, No 23 (1993), p. 681 à 690.

"The Reform of the Human Rights Institutions of the European Communities", dans Reform of International Institutions for the Protection of Human Rights, First International Colloquium on Human Rights, La Laguna, Tenerife, 1er-4 novembre 1992 (édité par l'Université de La Laguna) (1993), p. 251 à 278.

"Bridges Over Straits", dans The Law of the Sea: New Worlds, New Discoveries (édité par E. L. Miles/T. Treves), Actes de la vingt-sixième Conférence annuelle de l'Institut du droit de la mer (1993), p. 38 à 56.

"Zur Durchsetzung des humanitären Völkerrechts (Kapitel 12)" [Respect du droit international humanitaire (chap. 12)], dans Handbuch des humanitären Völkerrechts in bewaffneten Konflikten (édité par D. Fleck) (1994), p. 413 à 440.

"Vereinten Nationen: Agenda für die Weiterentwicklung des Völkerrechts" (Nations Unies : l'Agenda pour la paix en tant que moyen du développement du droit international), dans Völkerrecht und Sicherheit (Bundesakademie für Sicherheitspolitik – Schriftenreihe zur neuen Sicherheitspolitik, 5) (édité par L. Souchon) (1994), p. 59 à 75.

"Die Schranken des Rechts: Das Wachstum der rechtlichen Bindungen der Forschung, Referat auf dem Ringberg-Symposium: Der schrumpfende Freiraum der Forschung" (Limitations imposées par la loi : multiplication des restrictions juridiques à la recherche, conférence prononcée devant le Symposium de Ringberg sur la diminution de la liberté de recherche), dans Max-Planck- Gesellschaft Spiegel 4/1994, p. 53 à 62.

"Die Europäische Gemeinschaft als Partei seerechtlicher Verträge" (Les communautés européennes en tant que partie aux traités maritimes), dans AVR, vol. 32, No 3/4 (1994), p. 317 à 335.

"Commentary on the Preamble and Arts. 1, 18, 55 (a) and (b) as well as 56", dans The Charter of the United Nations: A Commentary (édité par B. Simma en collaboration avec H. Mosler, A. Randelzhofer, C. Tomuschat et R. Wolfrum), Oxford (1994), p. 45 à 56, 317 à 326, 759 à 795.

"The Decentralized Prosecution of International Offences through National Courts", dans Annuaire israélien des droits de l'homme, vol. 24 (1994), p. 183 à 199, également dans War Crimes in International Law (édité par Y. Dinstein/M. Tabori), 1996, P. 233 à 249.

"The Protection of the Marine Environment after the Rio Conference: Progress or Stalemate?", dans "Recht zwischen Umbruch und Bewahrung – Festschrift für Rudolph Bernhardt" (Le droit entre le changement et le statu quo – essais en l'honneur de Rudolph Bernhardt), Beiträge zum ausländischen öffentlichen Recht und Völkerrecht, vol. 120 (édité par U. Beyerlin, M. Bothe, R. Hofmann, E.-U. Petersmann) (1995), p. 1003 à 1017.

Auteur des articles d'orientation suivants, dans "United Nations: Law, Policies and Practice", (coédité par C. Philipp), Budget (p. 78 à 86), Commodity Agreements/Common Fund (p. 138 à 148), Conflicts, Iraq/Kuwait (p. 261 à 277), Consensus (p. 350 à 355), International Sea-Bed Authority (p. 789 à 796), Law of the Sea (p. 834 à 847), Peaceful Settlement of Disputes (p. 982 à 993), Voting and Decision-Making (p. 1400 à 1407), Dordrecht (1995).

"Die Schranken des Rechts: Das Wachstum der rechtlichen Bindungen der Forschung" (Limitations juridiques : multiplication des restrictions juridiques imposées à la recherche), dans Max-Planck-Gesellschaft – Berichte und Mitteilungen, MPG-Symposium "Der schrumpfende Freiraum der Forschung" (La liberté de recherche compromise), 1/95, p. 43 à 66.

"Section Five: The Constituent Power and the Birth of the New Länder", dans Studies in German Constitutionalism, Studien und Materialien zur Verfassungsgerichtsbarkeit, vol. 64 (édité par C. Starck) (1995), p. 125 à 139.

"Deutschlands Mitgliedschaft in NATO, WEU und KSZE" (L'Allemagne, membre de l'OTAN, l'UEO et la CSCE), dans Handbuch des Staatsrechts, vol. VIII ["Die Einheit Deutschlands – Entwicklung und Grundlagen" (L'unification de l'Allemagne – Évolution et principes)] (édité par J. Isensee et P. Kirchhof) (1995), p. 282 à 319.

"The Decision-Making Process According to Sec. 3 of the Annex to the Implementation Agreement: A Model to be Followed for Other International Economic Organisations?", dans ZaÖRV, vol. 55/2 (Symposium on "The Entry into Force of the Convention on the Law of the Sea: A Redistribution of Competences Between States and International Organisations in Relation to the Management of the International Commons?") (1995), p. 310 à 328.

"Law of the Sea: An Example of the Progressive Development of International Law", dans The United Nations at Age Fifty – A Legal Perspective (édité par C. Tomuschat) (1995), p. 309 à 327.

"The Legal Order for the Seas and Oceans", dans 1994 Rhodes Papers – The Entry into Force of the Law of the Sea Convention (édité par M. H. Nordquist et J. Norton Moore) (1995), p. 161 à 185.

"Enforcement of International Humanitarian Law (chapter 12)", dans The Handbook of Humanitarian Law in Armed Conflicts (édité par D. Fleck) (1995), p. 517 à 550.

"International Law on Migration Reconsidered under the Challenge of New Population Movements", German Yearbook of International Law (édité par J. Delbrück), vol. 38, 1995, p. 191 à 207.

"Neue völkerrechtliche Entwicklungen im Verhältnis von Bergbau und Umweltschutz beim Tiefseebergbau und in der Antarktis" (Nouvelles évolutions du droit international compte tenu des rapports entre les industries extractives et la protection de l'environnement des fonds marins et de l'Antarctique), dans Recht der Energiewirtschaft (RdE), No 1 (1996), p. 9 à 15.

"Das internationale Recht für den Austausch von Waren und Dienstleistungen" (Droit international des échanges de biens et services), dans Enzyklopädie der Rechts und Staatswissenschaft, Öffentliches Wirtschaftsrecht, Besonderer Teil 2 (édité par R. Schmidt) (1996), p. 535 à 656.

Europäische Regionalorganisationen (Organisations régionales européennes), dans Neues Europäisches Völkerrecht nach dem Ende des Ost-West-Konfliktes? (édité par H. Neuhold/B. Simma), 1996, p. 147 à 168.

"Possible Challenges and the Future Development of the Antarctic Treaty System", dans Proceedings of the International Symposium on the Future of the Antarctic Treaty System (édité par A. Jackson) (1996), p. 85 à 91.

"The Reporting System and Its Further Development", dans Contemporary International Law Issues: Conflicts and Convergence, Proceedings of the Third Joint Conference of the American Society of International Law and the Nederlandse Vereniging Voor Internationaal Recht (La Haye, 13-15 juillet 1995) (édité par W.P. Heere), 1996, p. 51 à 57.

"Obligations Under Public International Law to Implement International Rules: Mechanisms to Monitor Such Implementation" dans Social Protection by Way of International Law (éd. par B. Baron von Maydell/A. Nußberger), vol. 15 de "Schriftenreihe für Internationales und Vergleichendes Sozialrecht", 1996, p. 87 à 104.

"The Convention on Biological Diversity: Using State Jurisdiction as a Means of Ensuring Compliance", dans Enforcing Environmental Standards: Economic Mechanisms as Viable Means? (édité par R. Wolfrum) "Beiträge zum ausländischen öffentlichen Recht und Völkerrecht", vol. 175, 1996, p. 373 à 393.

"Der Internationale Seegerichtshof in Hamburg" (Le Tribunal international du droit de la mer à Hambourg) dans Vereinte Nationen, juin 1996, p. 205 à 210.

"The Implementation of International Standards on Prevention and Elimination of Racial Discrimination: Achievements and Challenges", dans The Struggle Against Discrimination – A Collection of International Instruments Adopted by the United Nations System (édité par J. Symonides), 1996, p. 45 à 78.

"Germany and the Law of the Sea" dans The Law of the Sea (édité par T. Treves), 1997, p. 199 à 224.

"Kontrolle der auswärtigen Gewalt" (Control of Foreign Power), dans Kontrolle der auswärtigen Gewalt – Verwaltung und Verwaltungsrecht zwischen gesellschaftlicher Selbstregulierung und staatlicher Steuerung (Control of Foreign Power – Administration and Administrative Law Between Self-Regulation by Society and Regulation by State), Veröffentlichungen der Vereinigung der Deutschen Staatsrechtslehrer, vol. 36, 1997, p. 38 à 66.

"Nachruf: Zum Tode von Karl Josef Partsch" (Obituary – In Memory of Karl Josef Partsch) (avec Jürgen Jekewitz), dans Archiv des öffentlichen Rechts, vol. 122, 1997, p. 292 et 293.

"Umweltzchutz im Ewigen Eis" (Environmental Protection in Permanent Ice), dans Zeitschrift für Rechtspolitik, vol. 30, août 1997, p. 336 à 339.

"Strategies to Enforce Compliance with an International CO₂ Treaty" avec J. Heister, E. Mohr, F. Stähler et P.-T. Stoll), dans International environmental affairs, vol. 9(1), 1997, p. 11 à 53.

"Globale Ressourcen gemeinsam verwalten – Neue Entwicklungen im Umweltvölkerrecht" (Common Administration of Global Resources – New Developments in International Environmental Law), Max-Planck-Gesellschaft Jahrbuch, 1997, (Göttingen, 1997), p. 73 à 84.

"Provisional Measures of the International Tribunal for the Law of the Sea", dans Indian Journal of International Law, vol. 37, 1997, p. 420 à 434.

"International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination", dans The Monitoring System of Human Rights Treaty Obligations (Travaux d'un colloque tenu à Potsdam, 22/23 novembre 1996) (édité par E. Klein), Menschenrechtszentrum der Universität Potsdam, vol. 5, 1998, p. 49 à 69.

"Liability for Environmental Damage: A Means to Enforce Environmental Standards?", dans : International Law: Theory and Practice (Liber Amicorum en l'honneur d'Éric Suy) (édité par K. Wellens), 1998, p. 565 à 578.

"Öffentliches Schulwesen im Spannungsfeld von Staat und Kirche – Generalbericht und Länderbericht Deutschland" (Le système des écoles agréées entre l'influence de l'État et celle de l'Église), dans Öffentliches Schulwesen im Spannungsfeld von Staat und Kirche (Le système des écoles agréées entre l'influence de l'État et celle de l'Église), Rapports nationaux et rapport général à la 26e Conférence sur le droit comparatif, tenue du 24 au 27 septembre 1997 à l'Université de Graz (édité par E. Riedel), Beiträge zum ausländischen und vergleichenden Öffentlichen Recht, vol. 11, 1998, p. 17 à 51.

"Die Bewertung von internationalen Enteignungsansprüchen unter besonderer Berücksichtigung der Rechtsprechung des Iran/US" Tribunaux des réclamations (Évaluation des réclamations internationales, concernant les expropriations, l'accent étant mis sur la compétence du Tribunal États-Unis/Iran des réclamations), dans Liber Amicorum, en l'honneur de Seidl-Hohenveldern – à l'occasion de son 80e anniversaire (édité par G. Hafner, G. Loibl, A. Rest, L. Sucharipa-Behrmann et K. Zemanek), 1998, p. 823 à 842.
